

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 419 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Unexpl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 419
Janvier - Février 1993
30^e année

CONTRE LA POLITIQUE BOURGEOISE, POUR LA POLITIQUE REVOLUTION- NAIRE COMMUNISTE !

Les prochaines élections législatives du mois de mars vont représenter - paraît-il - un tournant dans la politique française. Les électeurs vont pouvoir démocratiquement et en pleine souveraineté, décider de l'avenir du pays, et sanctionner la politique menée par les socialistes lors de cette législature. Il y a 5 ans, le PS était à ce point triomphant que Mitterrand avait jugé nécessaire de mettre les électeurs en garde entre les deux tours contre une victoire trop nette de son parti: il savait l'impopularité inévitable en ces périodes d'austérité et préférerait qu'elle soit partagée par plusieurs formations politiques. Malheureusement pour les sociaux, le PS a dû gouverner seul, car il n'a pu réussir à débaucher que quelques rares éléments douteux, prêts à manger à tous les râteliers, comme Soisson, président de Conseil Régional en Bourgogne grâce aux voix du Front National, et ministre à Paris par la volonté du PS.

Le PS porte donc seul le fardeau de l'impopularité d'une politique qui a été en réalité celle de toute la bourgeoisie, et qui d'ailleurs a été présentée sous le signe de la recherche du «consensus»; «consensus» bien sûr entre tous les partis et toutes les forces bourgeoises pour la poursuite et l'intensification de l'offensive capitaliste contre la classe ouvrière et tous les exploités. Comme tous les gouvernements de gauche depuis 10 ans, les gouvernements socialistes de cette législature ont continué à oeuvrer en faveur des capitalistes au détriment des prolétaires, permettant aux entreprises de retrouver des taux de profit comparables à ceux du début des années soixante-dix, avant la crise de 74-75.

D'une façon générale il est possible de dire que les partis de gauche et les organisations dites «ouvrières» ont rendu à la classe bourgeoise un service historique irremplaçable: surmonter les graves crises de 1974-75 et 80-81 en n'en faisant retomber le poids sur les prolétaires, tout en évitant de graves troubles et des grands mouvements sociaux de l'ampleur de la grève générale de mai-juin 1968.

Bien entendu ces partis et ces organisations ont payé le prix de leur besogne d'étouffement des luttes et de désarmement de la classe ouvrière face à la pression bourgeoise. Leur popularité et leur influence sur les travailleurs se sont notablement réduits. Cette situation d'affaiblissement de l'encadrement de la classe ouvrière par les

(Suite en page 2)

Sang contaminé: C'EST LE CAPITALISME QUI EMPOISONNE

Les anciens ministres socialistes - et le premier ministre lui-même - passeront donc bien en «Haute Cour» pour l'affaire des hémophiles contaminés par le virus du SIDA lors de transfusions. La «Justice» serait-elle sur le point pour une fois de triompher, puisque les plus hauts personnages - comme on dit - de l'Etat vont passer en jugement?

Nous n'en croyons rien, et pas parce que nous avons des réserves sur l'institution dite de la «Haute Cour», institution éminemment politique ce qui à tout prendre n'est pas pire que la prétendue impartialité des tribunaux ordinaires. En effet même si, après le docteur Garetta et ses collègues, Fabius, Hervé et Dufoix étaient eux aussi condamnés comme ils le méritent sans doute, les véritables responsabilités n'en seraient pas pour autant établies, et le véritable coupable n'aurait pas toujours été mis hors d'état de nuire.

Rappelons les faits. On reproche à Garetta, le directeur de la transfusion sanguine (CNTS) et à ses comparses, d'avoir continué à distribuer pendant plusieurs mois au moins des produits sanguins qu'ils savaient (ils l'ont dit et écrit eux-mêmes à l'occasion de réunions du CNTS) totalement contaminés par le virus. On leur reproche d'avoir refusé d'importer des produits décontaminés par chauffage qui leur

étaient proposés dès 1983 par une firme américaine. On reproche aux ministères d'avoir tardé plusieurs mois avant d'interdire la distribution des produits contaminés, alors que Garetta écrivait en juin 85: «3 mois de retard signifient à terme la mort de 5 à 10 hémophiles et d'un certain nombre de leurs proches». On reproche aux ministères d'avoir repoussé de plusieurs mois l'utilisation de tests de dépistage chez les donneurs de sang, parce que ces tests étaient commercialisés par une firme américaine alors que les tests français préparés par l'Institut Pasteur n'étaient pas encore au point. Comme le souligneront les journalistes, le Docteur Roux, Directeur Général de la Santé et membre du CC du PCF, «était sensible au slogan: fabriquons français». Quoi qu'il en soit, il multiplie les démarches pour bloquer les tests américains et il appuie les pressions en ce sens de l'Institut Pasteur qui s'alarme de cette concurrence: «je parle d'argent - dira-t-il au procès à propos de ses notes - parce que les ministres ne comprennent que ça». En mai 85 un comité inter-ministériel décide donc de bloquer le test américain qui risquait de «capturer le marché français»; car il «dispose d'un atout considérable: son prix est deux fois moins élevé que celui du produit français. Une décision s'impose si l'on veut préserver l'avenir du produit français»

(compte-rendu officiel de la réunion): quant à l'avenir des transfusés, il passe après. Le 19 juin, Fabius annonce enfin que le dépistage des dons du sang sera obligatoire à partir du 1^{er} août. Il prétend aujourd'hui qu'il avait dû passer outre à de nombreuses réticences et imposer une action rapide, en raison de «l'urgence». Mais comme par hasard, le test de chez Pasteur était enfin prêt (il est homologué officiellement le 21 juin) et l'Institut pouvait fournir les centres des plus grandes villes dès le premier juillet. Fin juillet le test américain peut être autorisé: le marché français a été sauvé...

Mais les produits sanguins mortellement contaminés vont continuer à être distribués pendant plusieurs mois, le gouvernement ne

(Suite en page 2)

DANS CE NUMERO

-Correspondance: La situation chez Renault-Alpine (Dieppe)
-Suisse: Grève d'Eben Hézer
-Pérou: données statistiques
-RFA: Après l'ivresse démocratique, l'offensive brutale
-Chine: Sur les traces de Thatcher
-Pologne: Grève des mineurs
-Trotsky: l'opinion publique bourgeoise

Suisse et EEE Le seul choix c'est la lutte de classe

Le 6 décembre dernier a eu lieu en Suisse la votation fédérale sur l'entrée du pays dans l'EEE (1). Selon le système politique helvétique, pour être validé, un texte soumis au peuple doit obtenir un double oui, du peuple (majorité des voix) et des cantons (majorité des Etats). Cette votation, présentée par le gouvernement comme l'événement politique le plus important d'après-guerre, mettait en jeu toute la tradition historique du capitalisme suisse, marquée par son «isolement politique vis à vis des autres nations de l'Europe et du monde. La fameuse «neutralité» a été exploitée avec cynisme par la bourgeoisie suisse; elle couvrirait toutes ses affaires douteuses dans le monde et en fait d'«isolement» a permis à la Suisse de s'intégrer en profondeur dans tous les marchés internationaux. Mais les conditions ont changé, l'appareil de production suisse perd ses chasses gardées et l'appareil bancaire fait aujourd'hui figure de nain financier face à ses puissants concurrents japonais, alle-

mands ou américains.

La crise capitaliste a durement touché le capital helvétique, le chômage est passé en deux ans à peine de moins de 1% à 4%, et cela ne s'arrêtera pas avant 6%, voire 7%, faisant ainsi voler en éclats le mythe du plein emploi. Face à l'avenir incertain pour le capitalisme suisse, la bourgeoisie a dû se résoudre à ranger les discours sur le neutralisme et se lancer dans celui de l'europanisme. C'est l'adhésion à la CEE qui est visée, mais le passage obligatoire ou en tout cas minimum si le peuple refusait la CEE, était celui de l'EEE.

Mais les fractions de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie dont l'existence est liée au marché intérieur, qui n'ont pas la capacité de répondre aux nouvelles réglementations de Bruxelles, qui vivent essentiellement des commandes publiques,

(Suite en page 3)

PEROU: L'arrestation des chefs du Sentier Lumineux ne signifie pas la fin de la subversion (Fin)

La première partie de cet article est parue dans le numéro précédent du journal. Elle traitait des conditions matérielles et sociales qui ont servi de vivier au développement d'une lutte de type populiste-maoïste au Pérou.

La fausse voie du Sentier Lumineux tourne le dos à la révolution prolétarienne

Le SL est né en 1969 d'une scission de l'organisation maoïste «Drapeau Rouge», elle-même scission du PC en 1964; mais il se revendique d'une fraction antérieure: «Au début des années 60, dans le comité Régional d'Ayacucho commença le dévelop-

(Suite en page 5)

CONTRE LA POLITIQUE BOURGEOISE, POUR LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE COMMUNISTE !

(Suite de la page 1)

organisations de la collaboration des classes, est potentiellement lourde de dangers pour le maintien de la paix sociale; c'est ce qui explique pourquoi la bourgeoisie est préoccupée par la désyndicalisation croissante et l'usure des grandes confédérations réformistes: en cas de puissante vague de luttes ouvrières celles-ci pourraient beaucoup moins qu'avant contenir le mouvement, comme elles le firent en 1968, et le canaliser dans les voies inoffensives d'une union électorale de la gauche pour «changer la vie», comme elles le purent tout au long des années soixante-dix.

Le long passage au pouvoir de la gauche n'a pas coïncidé comme en 1936 ou 1945 avec des réformes ou des concessions substantielles accordées à la classe ouvrière par la bourgeoisie, réformes ou concessions qui ont pu faire oublier la portée contre-révolutionnaire fondamentale de ces épisodes gouvernementaux. Au contraire il a coïncidé avec une attaque générale et continue contre les conditions de vie et de travail du prolétariat dont l'explosion du chômage est l'élément le plus visible. La fonction traditionnelle du réformisme - obtenir de la bourgeoisie quelques miettes en échange de la défense du système capitaliste contre des luttes trop fortes - a été inversée, comme elle l'est **inévitablement** dans les périodes de crises et de difficultés économiques, et elle est devenue: permettre à la bourgeoisie de **repandre les miettes** concédées dans la période précédente tout en continuant à assurer son **rôle fondamental de défenseur du capitalisme** en évitant au maximum les luttes. Lorsque les luttes éclatent malgré tout, le réformisme s'emploie à les isoler en les limitant au cadre de l'entreprise, de la

corporation, de la région, etc., et en étouffant tout caractère de classe sous la défense de l'économie nationale, régionale ou de la santé de l'entreprise. Bien évidemment au lieu de combattre les divisions de la classe ouvrière, les hiérarchies et les corporatismes créés tout exprès par le capitalisme, les organisations réformistes s'appuient sur eux et les renforcent. La paralysie de la classe ouvrière est ainsi aggravée par ces divisions qui stérilisent même les poussées combattives dans tel ou tel secteur particulier.

De là, les poussées apparemment irrésistibles du racisme, du chauvinisme, du mépris envers les couches les plus mal-loties et les plus vulnérables du prolétariat: chômeurs, précaires, immigrés, femmes, etc. De là, le repli sur l'individualisme, les fausses solutions de la démerde individuelle au lieu de l'action collective, expression du «chacun pour soi» qui est la règle de conduite dans la société bourgeoise. L'absence de toute perspective de lutte de classe conduit automatiquement le prolétariat à absorber presque sans résistance l'idéologie bourgeoise et en particulier toutes les idéologies et les positions les plus réactionnaires présentes dans la classe qui lui est la plus proche et qui lui est présentée comme l'objectif de promotion sociale, la petite-bourgeoisie.

Le réformisme a réussi son oeuvre sans de trop grandes difficultés, sans jamais être menacé de perdre le contrôle de la situation sociale. La classe bourgeoise et son Etat n'ont pas eu à redouter d'affrontement direct grâce aux partis et aux organisations de la collaboration des classes; les méthodes réformistes, **démocratiques**, ont suffi pour assurer l'apathie du prolétariat. A aucun moment, malgré ce qu'ont essayé de faire croire la gauche et l'extrême-gauche, il n'a

été question pour la bourgeoisie de recourir aux **formes** directes, ouvertes, et dictatoriales de sa domination, c'est-à-dire de passer de l'utilisation du réformisme à l'utilisation du **fascisme**. La démocratie est la forme politique qui assure le plus de solidité à la domination de la bourgeoisie, car cette domination se camoufle derrière l'apparence de la souveraineté et de l'égalité de tous les citoyens quelle que soit leur classe sociale, et constitue donc la meilleure antidote contre le recours à la lutte de classe. Ce n'est que lorsque le voile mystificateur des élections, du parlementarisme, de la démocratie menace de se déchirer sous la tension trop violente des antagonismes sociaux, que la classe bourgeoise se tourne vers le fascisme et la terreur d'Etat pour affronter la classe ouvrière en lutte.

CONTRE LA POLITIQUE BOURGEOISE, POUR LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE PROLETARIENNE

Les partis réformistes qui sont, comme le disait l'Internationale Communiste, non la droite du mouvement ouvrier, mais la gauche du mouvement bourgeois, des agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, ne peuvent plus faire miroiter aux yeux des prolétaires la riante perspective de lendemains qui chantent en cas de victoire électorale. Pour rabattre le gibier vers les urnes ils n'ont plus guère d'autres arguments que la crainte d'une détérioration supplémentaire des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière en cas de victoire de la droite. Mitterrand a donné le la de la campagne de la gauche et de la future opposition au gouvernement de droite en appelant lors de ses vœux de fin d'année à la «défense des acquis sociaux». Mais il ne s'est écoulé que quelques semaines avant que le gouvernement n'envisage de remet-

tre en cause la retraite à 60 ans...

Si la défense des acquis sociaux est sans doute une nécessité vitale, elle ne pourra en aucun cas être obtenue en faisant confiance à des partis qui depuis 10 ans n'ont cessé de les rogner ou de les supprimer, qui ont jeté à la rue des dizaines de milliers de personnes, qui ont supprimé des centaines de milliers d'emplois, qui, jusqu'au dernier moment exaucent les vœux des capitalistes et préparent de sales coups contre les travailleurs. La défense contre les attaques bourgeoises et l'amélioration du sort des prolétaires ne pourra pas être obtenue en faisant confiance au PS, ni au PCF qui a été solidaire de cette politique anti-ouvrière lorsqu'il était au gouvernement et en a été le complice ensuite par son sabotage des luttes. Elle ne pourra pas davantage être obtenue en faisant confiance à une ex-extrême-gauche qui, après avoir systématiquement appelé à soutenir ces partis à chaque élection, essaye aujourd'hui de s'en démarquer tout en faisant des avances à certains de leurs composants.

La défense des intérêts prolétaires ne pourra être obtenue dans les urnes en espérant qu'un gouvernement de «moindre mal» sorte des élections: quel que soit le gouvernement, il obéira aux besoins du capitalisme d'accroître l'exploitation des prolétaires pour surmonter la crise actuelle et résister à ses concurrents. La seule différence est qu'un gouvernement de gauche se montre toujours plus capable de faire passer la pilule et de rouler les travailleurs.

La seule façon pour les prolétaires d'éviter cette dégradation de leur situation que tous les experts prédisent, c'est de tourner le dos à cette **politique bourgeoise**, de rompre avec les paralysantes illusions électoralistes, parlementaristes, démocratiques, pacifistes, pour se tourner enfin vers la lutte ouverte frontale, classe contre classe, qui permettra à la classe ouvrière de

Sang contaminé: C'EST LE CAPITALISME QUI EMPOISONNE

(Suite de la page 1)

l'ayant pas interdit, mais ayant décidé au contraire qu'ils soient remboursés par la Sécurité Sociale jusqu'au début du mois d'octobre. Des notes de service de la CNTS indiquent qu'il faut «épuiser les stocks de produits non chauffés», même si à partir de fin juin «en cas de demande spécifique, lorsque les hémophiles sont séro-négatifs, les demandes de produits chauffés sont autorisées» (note du 26/6/85): l'«urgence» était surtout d'écouler les stocks au plus vite.

Après le premier octobre, l'Institut Mérieux de Lyon qui a encore sur les bras des stocks de produits sanguins non chauffés, invendables en France puisque non remboursables par la S.S., les écoulera à l'étranger, avec comme justification le fait de n'avoir reçu aucune directive des autorités de la Santé interdisant la commercialisation de ces produits. On ignore si l'Institut Mérieux - que le Sénat n'a pas voulu inquiéter pour pareille brouille - a été le seul dans ce cas...

Bref, tout ce que montre ce rapide exposé, c'est qu'il n'y a pas que «les ministres qui ne comprennent que l'argent». Tous les responsables du haut jusqu'en bas, obéissent sans murmurer à la loi de l'argent, ou mieux, à la **loi du profit**. Les produits chauffés ont été ignorés parce que «trop chers et peu rentables» (compte-rendu du procès Garetta dans la presse du 15/7/92). Les produits sanguins constituent un marché très juteux, d'autant plus juteux que la matière première est gratuite: en France la collecte du sang est fondée sur le bénévolat et «il faut conserver le caractère gratuit du don du sang pour des raisons éthiques» ne cessent d'affirmer les responsables de la transfusion sanguine, les yeux rivés sur les

marges bénéficiaires des entreprises du secteur. Si les hémophiles ne sont pas très nombreux, ils constituent cependant un marché non négligeable depuis qu'ont été mis au point les concentrés sanguins, produits dits «de confort» qui se chiffrent en dizaines de milliers de francs par hémophile: il n'était donc pas question de faire capoter ce marché en pleine expansion en demandant par prudence aux malades de renoncer provisoirement à ces produits tant que leur inocuité n'était pas garantie. Aucun responsable ni aucun médecin traitant n'a mis en garde les hémophiles; selon les déclarations de leurs porte-paroles au procès, on leur disait tout au contraire que les risques étaient nuls ou insignifiants.

Voici de quelle façon un journaliste, qui veut faire porter le chapeau au seul Garetta, retrace l'histoire du CNTS:

«En 1982, le ministère de la Santé, las [sic!] des importations sauvages [!] de sang par les centres français, décide de confier le monopole des importations au seul CNTS. A la condition que le bénéfice réalisé sur les produits sanguins importés [monopole et bénéfice vont toujours ensemble] soit versé sur un compte bloqué au ministère, destiné à financer les recherches du CNTS [il serait intéressant de savoir quelles sont ces recherches]. Déjà les hémophiles, dont les produits représentent le tiers des affaires du CNTS, lui causent bien des soucis [!]. Devant leurs demandes incessantes [!!], le CNTS décide de se doter d'un outil industriel de grande envergure, apte à conquérir le futur marché européen [quelle abnégation: aller au devant de soucis provoqués par tous les hémophiles européens!]. (...) Leur proposition est acceptée, mais en échange de sa subvention le ministère demande au CNTS de limiter au maximum les

importations et de devenir auto-suffisant. (...) Début 84, l'usine peut fonctionner. En mars les responsables du CNTS apprennent que les produits français sont aussi contaminants que les autres. (...) Au CNTS il est trop tard pour reculer» («Libération», 24/7/92).

En quelques années le CNTS est devenu une entreprise moderne, efficace, performante, qui «conquiert des marchés», qui multiplie les investissements et les prises de participation dans d'autres entreprises à l'étranger. Pour ses bons et loyaux services, le docteur Garetta, parrainé par les plus hautes sommités médicales, est décoré de la tristement célèbre «Légion d'Honneur» (qui, une fois de plus, se révèle être une véritable «Légion d'Horreur»).

Cette affaire du sang contaminé est en tout point exemplaire; ce n'est pas le résultat de l'aberration de X ou de Y, mais la conséquence logique des lois fondamentales de cette société: concurrence, conquête des marchés, course au profit (1). L'apparition du SIDA elle-même, qui a fini par faire capoter la machine si performante du CNTS, n'a été pour les **entreprises** du secteur de la Santé qu'un don du ciel avec la perspective d'un nouveau fabuleux marché, comme l'ont montré à la même époque les affrontements entre laboratoires français et américains, appuyés par leurs Etats réciproques, autour de la paternité de la découverte du virus. Un accord inter-gouvernemental sera nécessaire pour fixer la répartition fifty-fifty des royalties et un partage du marché mondial. Depuis lors des milliards sont investis de par le monde dans des recherches pour trouver des médicaments ou un vaccin - alors même que les campagnes de prévention qui permettraient sans doute d'enrayer l'épidémie et donc de sauver immédiatement des vies,

n'arrivent que péniblement à trouver des financements et à vaincre les réticences: c'est qu'il n'y a là aucun **profit** à faire, si ce n'est pour quelques entreprises marginales d'articles spécialisés en caoutchouc...

Le véritable coupable donc dans cette affaire de sang contaminé, celui à qui obéissent corps et âme ceux qui ont été accusés comme ceux qui ne l'ont pas été, ce véritable génie du mal dont seuls les agents sont inquiétés, qui pousse à échafauder des tribunes chancelantes ou à faire construire sur des terrains inondables, celui qui transmet aux techniques les plus évoluées sa propre pourriture et la retourne contre l'humanité, qui est prêt à polluer, à empoisonner, à massacrer pourvu qu'au bout du compte le profit soit suffisant, c'est le **capitalisme**.

C'est ce mode de production et d'organisation sociale qui fait courir de façon croissante les plus graves dangers à l'espèce humaine. C'est lui qu'il faut non seulement accuser, mais surtout combattre sans hésiter et faire disparaître à jamais. Alors oui, «Justice» sera enfin faite.

(1) Ce qui s'est passé en France semble être ainsi s'être répété dans d'autres pays. Selon une association d'hémophiles canadiens: «la situation au Canada est comparable à bien des égards à la situation en France»; la Croix-Rouge canadienne avait décidé de continuer «à ne distribuer que des produits non chauffés, notamment parce qu'ils étaient moins coûteux et qu'aucun laboratoire canadien ne maîtrisait alors la technique du chauffage»; En résultat 43% des hémophiles du Canada ont été contaminés par le virus du SIDA. («Le Monde», 13/1/93).

CONTRE LA POLITIQUE BOURGEOISE

reconstituer ses forces avant de s'engager dans la bataille ultime pour la révolution.

Les institutions représentatives de la démocratie parlementaire ne sont que des rouages de l'Etat bourgeois. Il est impossible d'utiliser cet appareil d'Etat ou des fragments de celui-ci en faveur des intérêts prolétariens parce qu'il a été précisément construit pour défendre les intérêts bourgeois, en dépit de ses fallacieuses prétentions à être «neutre», «au dessus des classes», soumis à la «volonté des citoyens». Et c'est pourtant cette illusion fatale que contribuent à entretenir tous ceux qui, quoique se prétendant révolutionnaires, centrent leur activité politique sur les joutes électorales, en rêvant de succès parlementaires.

La voie de l'émancipation prolétarienne ne passe pas par les urnes et le parlement bourgeois; elle passe par le développement de la lutte de classe, par le regroupement des éléments prolétariens d'avant-garde dans un parti révolutionnaire communiste, indispensable pour la préparation de la classe à la lutte révolutionnaire, pour l'attaque et le renversement de l'Etat bourgeois, pour l'instauration du pouvoir révolutionnaire, la **dictature du prolétariat**, et l'extension de la révolution au monde entier: c'est cela la politique révolutionnaire communiste.

**Non à la politique bourgeoise, électoraliste et parlementariste!
Oui à la lutte prolétarienne, à la politique révolutionnaire communiste!
Pour la révolution prolétarienne internationale, la dictature du prolétariat, le communisme!
Pour le Parti Communiste Mondial!**

LA VICTOIRE DU PROLETARIAT ET LES ELECTIONS

Lénine, «les élections à l'assemblée constituante et la dictature du prolétariat», 16/12/1919 (extraits).

Messieurs les opportunistes, et les kautskystes de ce nombre, bafouent la doctrine de Marx en «enseignant» au peuple que le prolétariat doit d'abord gagner la majorité par le suffrage universel, recevoir ensuite le pouvoir d'Etat grâce au vote de cette majorité, et après seulement, sur cette base de la démocratie «conséquence» (d'aucuns disent: «pure»), organiser le socialisme.

Mais nous, nous disons, forts de la doctrine de Marx et de l'expérience de la révolution russe:

Le prolétariat doit d'abord renverser la bourgeoisie et conquérir *pour lui même* le pouvoir d'Etat et, ensuite, utiliser ce pouvoir d'Etat, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, comme l'instrument de sa classe, pour gagner la sympathie de la majorité des travailleurs.

* * *

C'est cette dialectique que les traîtres, les esprits bouchés et les pédants de la IIe Internationale n'ont jamais pu comprendre: le prolétariat ne peut vaincre sans gagner à ses côtés la majorité de la population. Mais limiter ou subordonner cette conquête à l'obtention de la majorité des suffrages aux élections, *sous la domination de la bourgeoisie*, c'est faire preuve d'une incurable indigence d'esprit, ou c'est simplement tromper les ouvriers. Pour gagner la majorité de la population à ses côtés, le prolétariat doit

premièrement renverser la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir d'Etat; il doit deuxièmement instaurer le pouvoir des Soviets, après avoir démolé à fond le vieil appareil d'Etat, sapant ainsi d'un seul coup la domination, le prestige, l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur les masses travailleuses non-prolétariennes. Il doit troisièmement *achever de ruiner* l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur la *majorité* des masses laborieuses non-prolétariennes, en satisfaisant par des moyens *révolutionnaires* leurs besoins économiques *aux dépens des exploités*.

* * *

Seuls les «socialistes» et «social-démocrates», les principaux représentants actuels des démocrates petits-bourgeois, sont capables de se faire des illusions et de s'imaginer que les masses laborieuses sont en mesure, sous le capitalisme, d'acquiescer une conscience, une fermeté de caractère, une perspicacité assez grandes, un horizon politique assez vaste pour pouvoir *décider à l'avance, par un simple vote*, ou de toute autre manière, sans la longue expérience de la lutte, qu'elles suivront telle classe ou tel parti.

C'est une illusion. C'est une fable douceuse des pédants et mielleux socialistes dans le genre des Kautsky, Longuet, MacDonald. Le capitalisme ne serait pas ce qu'il est si, d'une part, il ne vouait pas les *masses* à un état d'abrutissement, d'accablement, de crainte, de dispersion (la campagne!), d'ignorance; si, d'autre part, il (le capitalisme) ne remettait pas entre les mains de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie, de mystification massive, d'abrutissement, etc., des ouvriers et des paysans.

* * *

Une des conditions indispensables pour préparer la victoire du prolétariat, c'est sa lutte longue, tenace et implacable contre l'opportunisme, le réformisme, le social-chauvinisme et autres influences et courants bourgeois analogues qui sont inévitables puisque le prolétariat combat dans une ambiance capitaliste. Sans cette lutte, sans avoir d'abord remporté une victoire totale sur l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, il ne saurait être question de dictature du prolétariat. Le bolchévisme n'aurait pas triomphé de la bourgeoisie en 1917-1919 s'il n'avait pas d'abord appris, de 1903 à 1917, à vaincre et à chasser sans pitié des rangs de l'avant-garde prolétarienne les menchéviks, c'est-à-dire les opportunistes, les réformistes, les social-chauvins.

Et l'illusion la plus dangereuse - qui parfois sert simplement à duper les ouvriers -, c'est qu'aujourd'hui les chefs des «indépendants» allemands ou les longuetistes français, etc., reconnaissent en paroles la dictature du prolétariat, alors qu'en *réalité* ils continuent la vieille politique habituelle de concessions, grandes et petites, à l'opportunisme, de conciliation à son égard, de servilité devant les préjugés de la démocratie bourgeoise («démocratie conséquente» ou «démocratie pure» selon leur expression), du parlementarisme bourgeois, etc.

" Il comunista " No 33 / Settembre 1992

-Marxismo ed eco-socialismo su fronti antagonisti di classi avverse - E i porci dei padroni piangono...

Riemerge la rabbia operaia contro la rapina a mano armata chiamata manovra economica - La contrattazione aziendale non è una storia finita! - Le convulsioni economiche del capitalismo - L'imperialismo francese gendarme d'Africa - Algeria: dopo l'assassino di Boudiaf - Lotte operaie nel mondo - Sul filo del tempo. Raddrizzare le gambe ai cani - Controtesi e tesi storiche - Riprendendo il bilancio sulle crisi avvenute nel nostro partito (Circolare del 9-10-74) - Materiali sul bilancio delle crisi interne del partito (Circolare del 26 mazo 1976) - Il nuovo "programma comunista" ha qualcosa da nascondere ...

Suisse et EEE: Le seul choix c'est la lutte de classe

(Suite de la page 1)

ou enfin que la crise apeure et fait replier sur elles-mêmes dans l'illusion de retarder l'échéance de leur disparition, est partie en campagne très tôt contre l'EEE, avec des arguments simples, mais dont le poids s'est révélé payant. C'est par 50,3% de non et une majorité des cantons contre, que l'adhésion a été refusée, au grand dam des conseillers fédéraux qui en majorité avaient mené la campagne pour le oui.

Dans le concert des oui on a assisté à un large consensus des partis de droite et de la gauche traditionnelle (y compris les PdT-POP, qu'il faut assimiler politiquement aux «PC»). Du côté des non, deux catégories d'opposition: celles de Blocher, ténor de l'opposition de droite, accompagné du «Parti des automobilistes» (sic) et de représentants divers de la petite-bourgeoisie, et celle de quelques petites organisations dites de «gauche» ou «extrême-gauche». De ces derniers, nous parlerons des positions prises par l'UCPO (2), non pas parce qu'elle aurait joué un rôle important même si son «Journal», sans vergogne ni modestie, s'approprie presque la «victoire» du vote, mais parce qu'elle condense les pires positions et pires illusions sur le sujet, que les flèches que nous lui décochons touchent tous les «non ouvriers» qui ont été défendus et qu'à cette occasion nous rappelons nos positions.

L'UCPO fait partie de ceux qui se donnent l'apparence de défendre les intérêts des travailleurs en «gauchisant» un peu la politique des réformistes traditionnels et sociaux-démocrates du Parlement mais en subordonnant tout autant qu'eux leur action aux propositions de la bourgeoisie et en la plaçant sur les terrains choisis par elle. Lorsque celle-ci a lancé l'idée de l'Europe en Suisse, ils ont aussitôt enfourché celle de «l'Europe des travailleurs», pour «gauchir» la proposition bourgeoise, ou pire encore celle de «l'Europe des citoyens» (ceci étant valable pour toute la mouvance ex-extrême-gauche). Nous ne reviendrons pas ici sur la question du mot d'ordre de «l'Europe des travailleurs», nous en avons déjà parlé dans ce journal, et son fils consanguin de «l'Europe des citoyens» en ajoutant clairement la touche interclassiste qui manquait au premier ne fait que rendre notre critique encore plus radicale.

Il est intéressant de s'attarder sur les raisons pour lesquelles cette organisation (mais cela est - quant au fond - valable aussi pour le PSO, IVème Internationale) a appelé à voter non. L'Europe (EEE ou CEE), explique-t-elle, va contribuer à accentuer l'offensive anti-ouvrière (pardon, «contre les peuples!»), les travailleurs doivent s'attendre à une attaque sur les salaires, sur les conditions de travail, à la mise en pièce de toutes les protections sociales, vieillesse, maladie, accident, à une offensive sur les protections particulières de certaines catégories ouvrières échappant encore à certaines conditions d'exploitation, notamment les femmes avec le travail de nuit, à une augmentation des charges fiscales (l'introduction de la TVA en Suisse signifierait une augmentation substantielle des prélèvements fiscaux par rapport à la situation actuelle), etc... De cela personne n'en doute, mais, une fois ce constat indiscutable fait, le problème réel est de **donner aux prolétaires une perspective de lutte qui ne soit pas une chimère démocratique que l'on agite la veille d'une votation.**

En fait ce qui fait peur à nos braves démocrates de l'UCPO, c'est - comme à tout petit-bourgeois craintif de se voir déposséder du moindre de ses privilèges et de la moindre parcelle de pouvoir - la bureaucratie européenne, ce «monstre» auteur de mille et un règlements, directives, recommandations, procédures, etc... qu'il faudra ingurgiter sans discussions démocratiques «dans les lieux de travail et à l'interieur des organisations ouvrières, syndicales et politiques». La classe ouvrière doit rester étrangère à ses pleurnicheries réactionnaires sur la toute puissance aveugle des

fonctionnaires européens, devenus, dans l'imagerie de l'anti-fascisme démocratique dont est porteuse l'UCPO, les piliers d'un système «pétainiste»; ces attermoissements rejoignent ceux d'autres opposants à l'EEE, mais dont les racines se prennent sur les pentes escarpées des profondes vallées de la Suisse Centrale. Le capitalisme ne discute pas de sa conduite ni dans les ateliers où les communistes préfèrent que se discute l'organisation des luttes, ni même dans les Parlements qui ne font qu'**entériner et subvenir aux besoins du développement capitaliste et offrir au capital les meilleures conditions sociales de l'exploitation des prolétaires.**

Pensent-ils vraiment que les eurocrates soient des exploitateurs plus féroces que les patrons suisses, français, allemands, etc? Ils oublient totalement que le capitalisme suit des lois immuables et impersonnelles et que ses exigences actuelles pour intensifier l'exploitation du prolétariat ne sont pas le fait de Delors et de ses mousquetaires de Bruxelles, mais bien du système lui-même. Mais c'est bien le fait de la petite-bourgeoisie que de toujours rechercher le coupable dans quelque monstrueux marionnettiste, tirant les ficelles des personnages de l'histoire sans se montrer au public.

Après le vote négatif du 6 décembre, tout ce que les travailleurs éviteront de Bruxelles, ils le prendront de plein fouet de Berne. Mais à Berne nous rétorquerons-t-ils on peut y aller! A Berne il est effectivement plus facile pour ces démocrates petits-bourgeois d'envoyer leurs pétitions, leurs initiatives et (s'ils réussissent à en avoir un jour...) leurs parlementaires faire la révolution de couloir et réclamer la sortie du PS du gouvernement, car il semble que se soit là leur seule grande stratégie.

Il n'est pas étonnant alors qu'ils aient salué le non populaire comme un «vote de classe», en faisant totalement abstraction des motivations réelles qui ont pu amener des catégories de prolétaires à voter non et surtout en effaçant la formidable poussée de la petite-bourgeoisie réactionnaire qui ne veut surtout pas faire avancer l'histoire (bourgeoise) d'un pouce par peur viscérale de perdre ses petits privilèges locaux au profit du «grand capital et des monopoles». En matière de malhonneteté politique cette organisation possède une panoplie étonnante!

Par ce résultat, ils pensent peut être avoir infligé une défaite à la bourgeoisie; peu leur importe si ce résultat a surtout été obtenu grâce au tribunal populaire Blocher, représentant des couches bourgeoises les plus rétrogrades et les plus partisans d'une **dérégulation brutale** en Suisse de toutes les conditions sociales dont bénéficient les prolétaires, de tous les acquis en matière de réglementation du travail, etc. Car le choc aura lieu pour les prolétaires de Suisse, et il ne viendra pas de Bruxelles. Mais que proposent alors nos fier-à-bras des dimanches électoraux et passionnés de pétitions et d'appel à l'opinion publique? Rien si ce n'est les éternelles illusions démocratiques.

Plus le capital frappe la classe ouvrière, plus il est alors nécessaire de lui faire comprendre qu'elle ne doit son salut que dans sa lutte directe de classe pour défendre ses intérêts propres et à terme que dans le renversement révolutionnaire de cette bourgeoisie et de son Etat démocratique un jour, fasciste un autre mais bourgeois toujours. Mais chez les démocrates «de gauche», c'est la réaction contraire qui se produit: plus le capital frappe et plus ils réclament de discuter avec lui, plus ils veulent de démocratie, plus ils veulent devenir des partenaires responsables. C'est certainement le meilleur moyen de défendre l'Etat bourgeois et l'Etat leur réservera bien un strapontin un jour en remerciement des services rendus.

Les prolétaires n'avaient pas à choisir entre deux conditions politiques de leur exploitation, pas plus qu'ils n'ont à choisir la démocratie contre le fascisme, ils n'ont à

(Suite en page 4)

Suisse et EEE

(Suite de la page 3)

choisir leur capitale contre Bruxelles; c'est cela qu'il fallait leur expliquer et c'est ce que nous avons fait plusieurs fois à propos de Maastricht et de l'Europe. Ce que nous avons dit à ces occasions est tout aussi valable pour ce choix de l'EEE: choisir le statu quo n'est pas une garantie pour les prolétaires ni une protection quelconque, mais au contraire entraîne l'illusion qu'ils peuvent avoir plus confiance dans leur Etat!

Dans un de ses «Journal», l'UCPO explique que: «*En luttant dans chaque pays pour la préservation de nos droits et de nos acquis, en cherchant à unifier nos forces par delà les frontières, nous construirons l'Europe des travailleurs et de la démocratie*». Si l'on parle de l'unification de la lutte de classe par dessus les frontières (mais d'abord pourquoi seulement l'Europe et ensuite certains pays de l'Europe offrent-ils tellement de droits à défendre?), il faut nécessairement parler des conditions matérielles qui rendraient cette unification plus facile. Ce n'est certainement pas le repliement dans les frontières qui rendra plus aisé cet objectif. Du point de vue purement des conditions objectives à cette unification, ce serait l'homogénéisation des conditions d'exploitation en Europe qui serait le meilleur fond pour permettre à tous les prolétaires de se reconnaître dans des mêmes objectifs de lutte, dans des mêmes revendications et de cibler leurs luttes sur un ennemi commun et unique.

Du point de vue politique il n'est jamais abordé dans leur presse le sujet délicat du pouvoir, le flou est suffisant pour lais-

ser croire au lecteur peu attentif, mais surtout très naïf, d'autres positions que purement réformistes. Mais qu'ont donc à proposer aux prolétaires ceux qui comme l'UCPO refusent l'Europe des bourgeois au nom des intérêts des travailleurs, sinon les **vieilles recettes démagogiques de l'électoralisme et du parlementarisme** qui promettent beaucoup mais qui ne servent qu'à gérer les intérêts du capital. L'Etat bourgeois n'est pas une machine que l'on peut retourner contre elle-même, ni contre les classes dominantes, ni contre le capital; il est l'instrument même du capitalisme et du pouvoir bourgeois. Après les expériences des gouvernements de gauche et des nationalisations qu'ils avaient tous soutenus pour les autres pays européens (même si certains font des crises d'amnésie aujourd'hui), ils ne proposent plus dans leur programme que le retrait des socialistes du gouvernement suisse et «*une véritable représentation politique dans laquelle ils puissent se reconnaître*». Plat programme électoral, en tout cas un programme à fuir si les prolétaires veulent se défendre avec leurs armes de classe contre l'intensification de leur exploitation par le capital, que les ordres soient donnés depuis Berne ou depuis Bruxelles. Mais un programme qui révèle que pour eux, l'avenir politique réside dans une sociale-démocratie rénovée, qui retrouverait son rôle passé de véritable «parti ouvrier bourgeois», un parti taillé sur mesure pour être le rempart de demain contre le retour à la lutte classiste du prolétariat.

Ce que nous devons dire aux prolétaires qui auraient voté non, c'est qu'ils font fausse route s'ils croient retarder, apaiser ou bloquer l'offensive actuelle contre leurs conditions de vie. La situation sera la même

pour eux avant et après le vote, leur refus de l'EEE aura seulement révélé leur désorientation, leur incapacité à s'opposer à la dégradation de leurs conditions de vie autrement que par un repli sur eux-mêmes, ou pour certains que par la recherche de boucs émissaires, eurocrates dans le cas présent, mais malheureusement aussi trop souvent, immigrés et réfugiés.

Ce que nous devons dire aux prolétaires qui auraient voté oui, en croyant combattre ainsi les forces obscures de la réaction blochérienne, en pensant faire oeuvre patriotique pour sauver «leur» pays de la débacle économique, en se faisant l'illusion que l'Europe diminuera la montée des antagonismes entre puissances capitalistes concurrentes et que la «citoyenneté» européenne les délivrera des carcans nationalistes, c'est qu'ils font fausse route. L'Europe, sous un contenu EEE ou CEE, ne leur offrira rien qu'ils **n'arracheront par la force de leur lutte de classe**.

Les communistes indiquent aux prolétaires que chaque fois que la bourgeoisie les place devant une alternative concernant les voies politiques ou économiques de développement du capitalisme, ils n'ont pas à se prononcer pour l'une ou pour l'autre des solutions, sous prétexte que l'une leur donnerait plus de garanties que l'autre. La position la plus claire - et qui frappera réellement le pouvoir bourgeois parce qu'elle les démarque de toutes les autres classes sociales - c'est leur abstentionnisme de classe. L'abstentionnisme de classe, ce n'est pas rester les bras croisés en regardant défiler l'histoire, **c'est au contraire se mobiliser en permanence et totalement pour placer la lutte de classe, de l'organisation concrète des prolétaires pour la défense de leurs intérêts contre les offen-**

sives bourgeoises - quelles qu'elles soient, bruxelloise ou bernoise dans notre cas - **et contre l'alliance de collaboration classe entre organisations syndicales et politiques réformistes, bourgeoisie et Etat** (3).

C'est de la construction d'une réelle indépendance de classe que naîtront les rapports de force en faveur des prolétaires et non de l'isoloir. La classe ouvrière ne retrouvera sa force, comme classe distincte, que lorsqu'elle abandonnera les «terrains de lutte» choisis et sélectionnés pour eux par la bourgeoisie et ses laquais réformistes pour canaliser toutes velléités de lutte dans les étouffoirs démocratiques.

(1) L'EEE (Espace Economique Européen) est un zone de libre-échange qui devait regrouper un ensemble de 19 pays, dont les 12 de la CEE, l'Islande, la Suisse, la Norvège, la Suède, la Finlande, le Lichtenstein, l'Autriche; les cinq derniers cités ayant ratifiés l'accord l'année passée. Le marché ainsi créé rassemble 380 millions d'habitants, donc de consommateurs, mais donc aussi un immense réservoir de force de travail, dont l'exploitation sera beaucoup plus flexible.

(2) (Union des cercles pour une politique ouvrière, regroupement de l'ancien GTS - Groupe trotskiste de Suisse - et de divers militants de la gauche du PS, affilié à l'AET, l'alliance européenne des travailleurs, donc politiquement reliée aux reconstruc-teurs de la IVème Internationale dont le MPPT est le représentant français).

(3) Il y aurait d'ailleurs un mot à dire sur les conditions d'un futur nouveau visage de cette collaboration, car la paix du travail dans sa forme actuelle risque de mal supporter un chômage à 6 ou 7 %.

Suisse: Des leçons à tirer de la grève d'Eben Hézer

Eben Hézer, à Lausanne, est une institution de prise en charge médico-sociale de personnes handicapées mentales; en tant que telle, l'exemple de la grève qui a eu lieu du 27 novembre au 13 décembre de l'année passée, pour la réintégration de trois travailleurs licenciés, est intéressante car elle touche le milieu des travailleurs sociaux, catégorie touchée par la crise comme toute autre catégorie, mais dont le statut et la fonction sociale particulière les pousse à mélanger corporatisme, fonctions professionnelles, défense du service public et défense de leurs conditions de travail. Dans ce mélange infâme, les syndicats SSP (Syndicats des Services Publics, d'obédience sociale-démocrate) et la CRT (confédération romande du travail, à l'origine issu du syndicat chrétien, puis orientée vers l'autogestion et enfin vers un démocratisme libertaire) se vautrent avec particulièrement d'aise. Leur attitude dans cette grève est d'ailleurs une fois encore significative de leur fonction réelle de pompiers sociaux et donc de briseurs de grève.

Mais un petit mot d'abord sur la situation des travailleurs actuellement en Suisse. Si ce pays avait pu amortir la crise de 74-75, par le renvoi des frontières de près de 300.000 travailleurs immigrés et le retour au foyer de 50.000 femmes prolétaires, s'il avait pu ensuite grâce à cela absorber la seconde vague de crise en 80-82, ces dernières années ont montré que le capitalisme helvétique était bien plus fragile qu'avant et ne résistait plus à la concurrence internationale. Le taux de croissance, selon les chiffres de l'OCDE, en 1991 avait chuté à -0,1%, alors que l'inflation était de 5,7%. Le taux de chômage était encore de 0,6% en 1990, mais en 91 il montait à 1,3% (toujours chiffres OCDE). Certains lecteurs penseront: quel pays de rêve! Mais en 92 la progression continuait de plus belle, les fermetures d'entreprises succédant aux restructurations brutales. De 4,2% début 93, le chômage continue à s'étendre, et le mythe du plein emploi s'efface tout d'un coup devant les réalités du capitalisme; les pronostics s'accordent à dire que le taux de chômage de «croisière» sera dorénavant

de 6 à 7% environ.

Le résultat de cette attaque capitaliste sur les conditions de travail et de vie des prolétaires, s'est fait sentir aussi brutalement sur les couches travaillant pour l'Etat ou les collectivités publiques: diminution du personnel, blocage total ou partiel des salaires, charge accrue de travail. Les caisses de toutes les communes, de tous les cantons et de la Confédération se sont vidées, les dettes publiques se sont accumulées, etc. Le résultat est que partout l'Etat a pris des mesures pour augmenter la productivité du travail, diminuer les frais fixes, se désengager de certains secteurs pour les transférer au privé, etc. Pour cela il a soit utilisé le personnel de direction existant lorsqu'il était acquis à cette cause de l'Etat, soit il a changé son personnel d'intendance supérieure pour forcer le processus de restructuration.

A Eben Hézer, le changement de directeur en 1991 correspond à cette fin des vaches grasses dans les services publics, et à cette offensive de l'Etat et de ses multiples institutions, y compris les semi-privées qui ne vivent de toute façon que grâce à sa manne. Le nouveau directeur venait de quitter ses fonctions dans un autre établissement après y avoir opéré une restructuration et était nommé à ces nouvelles fonctions avec le même cahier de charges. La concentration des décisions aux mains de la direction et la suppression des postes de médecins et psychiatre furent le prélude au licenciement des trois travailleurs, dont le délégué syndical.

La «grève» déclenchée le vendredi 27 novembre a consisté à mettre en place un piquet permanent, jour et nuit, dans le bâtiment administratif pour y interdire l'accès à la direction, l'activité de jour d'encadrement des handicapés ayant été préservée. Cette «grève» dite «ciblée» (en fait l'occupation du bâtiment administratif) se fixait comme objectif la réintégration des 3 licenciés. Sur les 150 personnes travaillant dans l'institution, la grande majorité s'est mise en grève; les journées et nuits passées au piquet, avec une forte participation et une bonne organisation, ont montré une belle détermination des travailleurs.

L'organisation de la lutte est aussi un facteur positif qu'il faut mettre en avant et rappeler à tous les travailleurs. Un comité de grève, réunissant des délégués de la lutte sans critère d'appartenance syndicale ou non, mais nommé sur la confiance réelle des travailleurs vis à vis des plus combats, sera mis en place et assurera la direction de la lutte, y compris dans les rapports avec le comité de soutien.

C'est notamment cet aspect de la lutte que nous pouvons souligner comme une expérience à prendre en compte pour les travailleurs du secteur privé et les autres travailleurs du secteur public. Car, malgré tous les licenciements (surtout dans la construction qui vit une véritable débacle après tant d'années de spéculation facile) qui ont eu lieu dans la région, les réactions ouvrières ont été quasi inexistantes. Les travailleurs ont subi sans réaction cette offensive patronale, ou alors comme dans la fonction publique à Genève ont été l'objet des manipulations honteuses de l'appareil syndical.

Un autre aspect à relever dans toute lutte, est celui des rapports qu'elle entretient avec les organisations réformistes en tout genre qui viennent la «soutenir», et qui investissent les comités de soutien. En général, après le danger patronal, et celui des directions syndicales surgissent les risques du dérapage de l'organisation du du soutien à la lutte. Les socialistes, «communistes» ou «rénovateurs», les ex-extrême-gauche, etc... viennent dans les comités de soutien pour les utiliser comme tremplin pour leur politique faite de parlementarisme, de «dialogue social», de «public relation», etc... Le résultat est de **déposséder** les travailleurs en grève de leur lutte, de la placer sur un autre terrain totalement stérile, celui des couloirs et des antichambres des institutions diverses de l'Etat, d'en faire un objet médiatique publicitaire pour le profit de quelques petits notables de partis (avec l'aide des journalistes toujours avides de ragots de basse-cour) et de faire glisser la lutte **du terrain de l'affrontement et du rapport de force direct à celui de la «pression de l'opinion publique**». C'est ainsi qu'il a fallu s'opposer dans le comité de soutien aux initiatives de faire

appel aux «personnalités» par une campagne de signatures, pour soutenir la grève! Mais qui aurait-on trouvé comme «personnalités», le socialiste Duvoisin (Président de l'Exécutif du Canton) qui a clairement montré de quel bord il se trouvait dans cette affaire? Madame la Syndic (maire en Suisse) Yvette Yaggi, socialiste elle-aussi, celle qui prête le bus des Transports publics pour mieux camoufler les flics lors des manifestations, ou cette ribambelle de petits-bourgeois en mal de bonne conscience et qu'une petite signature aide à se «sentir utile»? De toute cette racaille, que les réformistes et tous leurs satellites drainent à chaque lutte, les travailleurs n'ont rien à attendre, sinon qu'elle tente de se mettre en avant pour son propre compte et fasse passer la lutte en arrière plan de toutes leurs petites combines.

En décidant ensuite de s'engager dans un processus de discussions avec l'Office de conciliation, terrain de prédilection du SSP pour saper les mouvements de lutte et de grève, les grévistes allaient s'engager sur le terrain le plus glissant et le plus dangereux pour l'intégrité des revendications des travailleurs. C'est lorsque la lutte doit affronter les mille pièges démocratiques mis en place en Suisse par la Paix du travail, sous la houlette des syndicats et partis réformistes, que l'on peut vraiment déterminer quelle est la force et la puissance de la lutte. Si la capacité de lutte des travailleurs n'est pas assez puissante et si leur conscience est encore assoupie par les illusions démocratiques, il n'est pas possible d'éviter le passage à l'Office de conciliation. Si les travailleurs résistent aux sirènes syndicales qui leur font miroiter ce processus comme une victoire permettant dorénavant d'économiser la grève et la lutte directe, reste encore pour eux à ne pas se faire happer par le tourbillon des discussions, petits pas, engagements, promesses, pommades, os à ronger, etc... et à perdre de vue le sens profond de leur lutte: **imposer un rapport de force matériel et vivant** bloquant le fonctionnement de l'institution (ou la réalisation des profits, dans la production), comme **moyen unique de lutte**.

La séance à l'Office du 12 décembre, après deux semaines d'occupation haras-

Eben Hézer

sante du bâtiment administratif, a rendu le verdict auquel on ne pouvait que s'attendre, en demandant que les parties acceptent «de reconnaître l'Office comme arbitre sur la question de ces trois licenciements».

En clair cela signifie que les licenciements ne sont pas annulés, mais qu'on verrait plus tard! Cette suspension provisoire des licenciements a été prise par les travailleurs comme un victoire suffisante pour arrêter le mouvement de lutte directe. Le SSP se frotte les mains puisque l'Office de conciliation, étouffoir principal des luttes ouvrières, a encore fait son oeuvre avec efficacité pour casser une lutte. Les travailleurs licenciés n'ont aucune garantie sur leur maintien dans l'institution, par contre tous les travailleurs se sont engagés formellement à respecter les décisions qui tomberont six mois après cet accord de dupe. Si celles-ci sont défavorables aux trois licenciés, ou pire pour la cohésion des travailleurs, défavorables qu'à certains des trois, que feront-ils? **Auront-ils alors le courage de déchirer cet accord qui remet une décision à une instance cul et chemise avec l'Etat et les patrons et de revenir sans faillir sur leur engagement formel de respecter la décision finale? Auront-ils alors le courage et la volonté de repartir en lutte comme en décembre 92?**

La tactique des patrons dans cette affaire est claire: face à une lutte déterminée et qui a soudé intimement entre eux des travailleurs que l'on ne soupçonnait pas de tant de ressource (mais c'est bien le propre de la lutte directe que se faire surgir les quelques étincelles qui font comprendre à tous qu'ils appartiennent à la même classe), il s'agissait d'opposer la **force destructrice et diluante du temps**. Les mois à venir seront mis à contribution par la direction de Eben Hézer pour peaufiner son plan de restructuration, pour introduire des divisions entre les travailleurs, pour étayer ses dossiers contre les trois licenciés. A ce jeu les travailleurs sont rarement gagnants. La direction aura aussi le temps de mettre à l'épreuve cette cohésion des travailleurs sur d'autres terrains, moins directs, moins visibles, mais dont le travail en profondeur peut contribuer à la saper.

Les travailleurs d'Eben Hézer doivent en avoir conscience et ne pas se laisser prendre au piège. Dans le temps qui reste jusqu'à la décision finale, ils doivent aussi se préparer à une riposte au cas où les licenciements seraient confirmés, totalement ou partiellement, et si tel devait être le cas, s'engager clairement à **ne pas se soumettre** à cette décision finale, sous prétexte des engagements pris à l'Office. S'ils estimaient les licenciements inacceptables en décembre, ils le seront tout autant six mois après. Il n'y a que cette règle qui compte! Et c'est maintenant que cet aspect de la lutte doit être discuté et que les travailleurs doivent prendre position.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1ère liste 1993

A.B. : 600,00 / Paris : 500,00 / Grasse : 300,00 / Cher : 500,00 / Marseille : 50,00 / Bouches-du-Rhône : 150,00
TOTAL LISTE: 2100,00F

"El programa comunista" No 42 / Septiembre 1992

-En el este: detrás la omnipresente reivindicación de la democracia, madura a pesar de todo la reanudación de la lucha de clase -Siguiendo el hilo del tiempo: Iglesia y fe, individuo y razón, clase y teoría -¿Que significa hacer el balance de las crisis del partido? (segunda parte) -Una nueva publicación del partido en francés: "Bilan d'une révolution"

PEROU: L'arrestation des chefs du Sentier Lumineux ne signifie pas la fin de la subversion (Fin)

(Suite de la page 1)

pement de la fraction fondée par le Président Gonzalo (...). La fraction (...) se concentre sur «l'héroïque combattant» en posant la «reconstitution du parti». Celle-ci s'est réalisée en trois périodes (...): 1) détermination de la reconstitution guidée par «suivre le chemin d'encercler les villes à partir de la campagne»; à ce moment-là, (...) le problème paysan et celui de la terre prenaient une grande importance et mettre le poids du Parti sur la campagne était transcendantal (...)» (cf «Développer la Guerre populaire pour servir la révolution mondiale» août 86, pp 19-21); le SL revendique également la première période de vie de du PC et le rôle de son inspirateur Mariátegui (l'expression «sentier lumineux» est tirée du mot d'ordre «reprenre le sentier lumineux de Mariátegui») qui, à vrai dire, avait tendance à trouver le stalinisme un peu trop à gauche et un peu trop orienté vers la classe ouvrière (c'était l'époque du «zig-zag de gauche» de la dite «troisième période» de l'Internationale stalinienne), et qui voulait faire du Parti Socialiste qu'il avait fondé, un parti ouvrier et paysan. Le «sentier lumineux» de Mariátegui avait donc plutôt tendance à serpenter dans un épais brouillard populiste: nous verrons qu'il en est de même pour son lointain héritier...

Le SL a déclenché sa lutte armée en 1980 et tenu son premier congrès en 1988 au cours duquel il a adopté son programme, qui commence ainsi: «Le PCP a pour fondement et guide le marxisme-léninisme-maoïsme, principalement le maoïsme, et spécifiquement la pensée Gonzalo, en tant qu'application créatrice de la vérité universelle aux conditions concrètes de la révolution péruvienne, pensée qui est l'oeuvre du Président Gonzalo, chef de notre Parti».

Du maoïsme le SL a repris non seulement les orientations politiques générales, mais il en a copié aussi jusqu'aux aspects les plus caricaturaux et les plus répugnants, comme le culte de la personnalité (Gonzalo repousse les critiques contre le culte de sa personnalité en disant qu'il s'agit là d'une «thèse révisionniste» visant à priver la révolution de chefs et il a le front d'en appeler à Lénine et à Engels!) (11). Pour notre courant, qui a une longue tradition de dénonciation de l'individualisme bourgeois et de réaffirmation des thèses marxistes sur ce sujet, ce point suffirait déjà à indiquer que le PCP-SL est tout-à-fait étranger au marxisme. Dans un autre texte Gonzalo dit que la conception du SL comprend «une partie mineure correspondant à Marx, une plus importante à Lénine et une autre beaucoup plus grande au Président Mao, ce qui montre aussi le développement du maoïsme en tant que troisième étape, nouvelle et supérieure» (12).

A notre avis cela montre surtout que le SL admet implicitement, ainsi que le font en général les maoïstes, la distance qui le sépare du marxisme; et en effet le SL reprend de Marx et de Lénine des **phrases** et des **formules** qui peuvent lui servir pour stigmatiser les réformistes et les pacifistes, mais il **renie** sa nature fondamentale qui fait de la théorie marxiste une doctrine du prolétariat et de son émancipation, une doctrine de **classe**. En discutant du projet de programme du parti social-démocrate (on dirait aujourd'hui: communiste) en Russie, à l'affirmation: «la social-démocratie internationale est à la tête du mouvement de libération de la masse travailleuse et exploitée», Lénine répondait: «Pas du tout. Elle est à la tête **uniquement de la classe ouvrière, uniquement du mouvement ouvrier, et si à cette classe adhèrent d'autres éléments,**

*ce ne sont que des éléments et non des classes. Et ils n'adhèrent entièrement et sans réserve que s'ils abandonnent leur propre point de vue»; et à l'affirmation que la social-démocratie «organise les forces de combat de cette masse», il répliquait: «Cela aussi est faux. La social-démocratie n'organise nulle part les «forces de combat» des petits producteurs. Elle organise seulement les forces de combat de la **classe ouvrière...** Le projet parle sous forme affirmative de l'esprit révolutionnaire de la petite-bourgeoisie (...) et ne dit pas un mot de son esprit conservateur (et même réactionnaire). A la forme affirmative nous avons le droit (et le devoir) de noter l'**esprit conservateur de la petite-bourgeoisie. Et c'est seulement au conditionnel que nous devons parler de son esprit révolutionnaire. Seule cette formulation répondra exactement à tout l'esprit de la doctrine de Marx**» (13).*

Le SL prétend qu'au Pérou la future révolution sera «démocratique», c'est-à-dire, du point de vue social, non pas socialiste mais bourgeoise, comme la révolution envisagée à l'époque en Russie. Mais alors que Lénine, fidèle «à tout l'esprit de la doctrine de Marx», insistait avec force sur le caractère exclusif de classe du parti, le SL avoue lui son caractère **multi-classiste**: «un Parti communiste a comme tâche centrale la conquête du Pouvoir pour la classe et le peuple» et il proclame organiser les «forces de combat» de **plusieurs** classes, dans une «Guerre Populaire»: «Depuis lors (...) se développe le chemin d'encercler les villes à partir de la campagne, (...) la campagne étant le théâtre principal de l'action armée et le secteur urbain le théâtre complémentaire mais nécessaire: en synthèse une guerre révolutionnaire; en essence une guerre paysanne dirigée par le Parti Communiste»; «l'Armée Populaire de Guérilla (...): c'est une armée paysanne sous la direction absolue du Parti» (14); elle «est formée des masses, des paysans, des ouvriers, des intellectuels, des petits bourgeois»; «sur le problème de l'Etat, la première question qui se pose à nous, c'est la question du système d'Etat, c'est-à-dire la dictature de classe qui s'exerce. Dans notre cas, c'est une dictature conjointe. Actuellement, elle s'exerce seulement à trois: le prolétariat, la paysannerie et les progressistes, la petite bourgeoisie. La bourgeoisie nationale ne participe pas (pas encore ?-NdIR). Mais nous respectons ses droits, oui». «Nous avons résolu le problème (de la constitution de l'appareil du parti -NdIR) et nous continuerons à le faire en nous appuyant sur les masses. Les masses de notre peuple, c'est le prolétariat, notre classe (et parce que c'est notre classe, c'est à elle que nous devons rendre compte et c'est elle que nous servons), c'est notre paysannerie (principalement pauvre), ce sont les intellectuels, la petite-bourgeoisie, ceux de l'avant-garde, les révolutionnaires qui veulent la transformation radicale de la société, la révolution en un mot. Ce sont ceux qui soutiennent le Parti, principalement la paysannerie et le prolétariat. Et si nous allons plus loin, la paysannerie, principalement pauvre, est celle qui se retire le pain de la bouche pour nous le donner, celle qui nous donne un bout de couverture, un petit coin sous son toit. C'est elle qui nous soutient, nous appuie et nous offre son propre sang comme l'offrent le prolétariat et aussi les intellectuels. C'est notre base» (15).

A l'inverse de ce populisme, de ce multi-classisme, Lénine rappelait au moment de la révolution russe de 1905: «Jamais à aucun moment, le social-démocrate ne doit

oublier l'inévitable lutte de classe du prolétariat pour le socialisme contre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, si démocratiques, si républicaines qu'elles puissent être. Cela est incontestable. De là, la nécessité absolue d'un parti social-démocrate distinct et indépendant, rigoureusement imprégné d'esprit de classe. De là le caractère provisoire de notre thèse «frapper ensemble» avec la bourgeoisie, l'obligation de surveiller de près «l'allié comme l'ennemi» (16). Les classes bourgeoises et petites bourgeoises étaient intéressées à la lutte anti-tsariste, anti-féodale, et c'est pourquoi tout «en marchant séparément», il était possible et nécessaire de «frapper ensemble»; les bolchéviks combattaient ceux qui, derrière un purisme de façade, ne voulaient pas participer à la révolution démocratique, en affirmant que comme cette révolution était bourgeoise, c'était à la bourgeoisie de la diriger. Mais la condition pour que le parti ouvrier participe à la révolution, cherche à la pousser jusqu'au bout et même à en prendre la tête, était qu'il se soit d'abord solidement et strictement délimité des autres classes: «Tout en montrant la solidarité qui unit tel ou tel groupe d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité, ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés. (...) La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social; mais elle redoute la démocratisation complète du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie a une double nature; attirée vers le prolétariat et le démocratisme, elle l'est aussi vers les classes réactionnaires; elle cherche à freiner l'histoire; (...) elle est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat pour consolider sa situation de petit possédant. Les personnes instruites, les intellectuels en général, ne peuvent manquer de s'insurger contre la barbare oppression politique de l'absolutisme qui persécute la pensée et le savoir; mais les intérêts matériels de ces intellectuels les attachent à l'absolutisme et à la bourgeoisie, les obligent à se montrer inconséquents, à passer des compromis, à vendre leur ardeur révolutionnaire et leur esprit d'opposition pour les émoluments que l'Etat leur verse ou pour une participation aux bénéfices et aux dividendes» (17).

Le SL, de son côté, parle d'un «**front des classes**, avec le prolétariat comme classe dirigeante, la paysannerie comme force principale, la petite bourgeoisie comme alliée à laquelle nous devons prêter attention, en particulier aux intellectuels car ils sont nécessaires à la révolution, comme l'enseigne également le Président Mao. Même la bourgeoisie nationale peut participer et participer [tout à l'heure elle ne participait pas encore à la dictature conjointe-NdIR] à ce front dans des circonstances et des conditions déterminées» (souligné par nous) (18). On pourra nous dire que le SL affirme le rôle dirigeant du prolétariat; mais il reconnaît lui-même que: «la majorité de notre force militante est paysanne, l'immense majorité, et notre limitation est le nombre insuffisant d'ouvriers. Nous devons reconnaître que nous avons là une limitation sérieuse. Nous faisons et nous ferons plus d'efforts pour surmonter

(Suite en page 6)

PEROU: L'arrestation des chefs du Sentier Lumineux ne signifie pas la fin de la subversion (Fin)

(Suite de la page 5)

cette limitation, parce que nous avons besoin de communistes prolétaires. En effet ils nous transmettent cette résistance, cette fermeté d'acier qui les caractérise en tant que classe» (19).

Alors que Lénine martelait dans le texte cité ci-dessus que «dans la lutte contre l'absolutisme la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme», pour le SL les prolétaires ne sont utiles que parce qu'ils transmettent une de leurs caractéristique de classe - réduite quasiment à un trait de caractère - à d'autres qu'eux; la perspective est totalement renversée: il ne s'agit plus de mettre les ouvriers à part, et toujours au premier plan, mais de les englober dans, et leur faire servir une organisation dont «l'immense majorité» est paysanne et petite bourgeoise et dont les objectifs restent politiquement bourgeois: la «révolution démocratique» instaurant une «République populaire» qui matérialisera une «démocratie nouvelle» avec des tâches du style «achever la formation de la nation péruvienne», créer «une culture nouvelle comme arme de combat pour concrétiser la nationalité»; les revendications sociales du programme général du SL comportent «l'égalité pour les femmes», la «destruction de la propriété semi-féodale» et la remise des terres à la paysannerie; les revendications propres à la classe ouvrière sont absentes sauf à l'occasion d'une affirmation selon laquelle «les libertés, les droits, les bénéfices et conquêtes que la classe ouvrière et les masses ont obtenus au prix de leur propre sang» seront défendus et reconnus par une «déclaration des droits du peuple» (sic!) dont il nous est seulement dit qu'elle comportera la liberté de conscience religieuse... Alors que le SL ne juge pas utile de parler des revendications ouvrières, il précise dans un point spécial: «Respect de la propriété et des droits de la bourgeoisie nationale, ou bourgeoisie moyenne, tant dans les campagnes que dans les villes» (20). Que sont la propriété et les droits de la bourgeoisie, sinon la propriété du capital et le droit d'exploiter les ouvriers? Le pourquoi du silence du SL sur les revendications ouvrières trouve ici son explication: on ne peut courtiser à la fois le patron - à condition qu'il soit «national» - et l'ouvrier...

Dans la question agraire aussi, le programme du SL est marqué par l'interclassisme

A la campagne le programme du SL ne brille pas par son radicalisme; il prévoit, comme nous l'avons vu, la destruction de la propriété «semi-féodale» - mais avec quelle ampleur celle-ci subsiste-t-elle après les réformes des militaires de 1969 et dans quelle mesure a-t-elle cédé la place à une propriété bourgeoise? - et la distribution des terres: «Le problème de la terre est un problème fondamental parce que réellement c'est ce problème qui est résolu avec la révolution démocratique, mis à part d'autres problèmes déjà connus. Nous appliquons la destruction des relations semi-féodales d'exploitation et la distribution de la terre à la paysannerie, principalement pauvre, ensuite à la paysannerie moyenne, et s'il y a lieu aussi aux paysans riches, mais de la même façon, si c'est nécessaire, nous pouvons leur retirer pour faire face à un manque de terres. Même pour le cas des grands propriétaires fonciers, comme l'enseigne

le Président, s'ils veulent travailler, qu'ils gagnent leur pain, comme on dit, à la sueur de leur front, qu'ils apprennent ce que signifie travailler la terre et ne pas vivre simplement de la rente» (21). Il semble donc que même les grands propriétaires fonciers trouvent grâce aux yeux du SL pourvu qu'ils cessent d'être absentéistes et travaillent eux-mêmes leurs terres. A l'inverse Lénine expliquait dans son article «Socialisme petit-bourgeois et socialisme prolétarien»: «On peut et on doit lutter contre le fonctionnaire et le grand propriétaire foncier en commun avec les paysans, même les paysans riches et moyens; Tandis que contre la bourgeoisie, et donc contre les paysans riches, on ne peut lutter de façon sûre qu'en commun avec le prolétariat rural» (22).

Lors de la réforme agraire entamée en 1969, les 10 millions d'hectares de terre des latifundia (grandes propriétés foncières absentéistes) avaient été expropriés; cette réforme, dont le but était de créer une agriculture capitaliste productive sous couvert d'entreprises coopératives, n'a en fait touché qu'un tiers des paysans (dans la région des hauts plateaux de Puno, 98% de la paysannerie était restée en marge de la réforme). Le gouvernement García, dans les années 80, parla d'une nouvelle redistribution des terres, et il était clair que les bénéficiaires en seraient les propriétaires fonciers, les «gérants» des entreprises agricoles et les paysans les plus riches: la bourgeoisie agraire. Mais cette réforme agraire fut l'occasion d'une nouvelle vague d'occupation de terres par les paysans pauvres, preuve irréfutable du caractère brûlant de la question foncière et de la lutte des classes à la campagne.

Dans la région de Puno les communautés paysannes possèdent maintenant plus de 50% des terres (mais les meilleures terres n'ont pas été redistribuées, et certaines des communautés) officiellement reconnues pour bénéficier de la réforme sont purement fictives). Le SL critique les organisations qui, comme le PUM (Parti Unifié Mariateguiste, dirigé par le troskyste Hugo Blanco, ancien dirigeant paysan) et le syndicat paysan, ont orienté le mouvement d'occupation des terres vers des négociations avec le pouvoir dans le cadre de sa loi de réforme agraire; le SL dit des réformes gouvernementales qu'«il s'agit bien (...) de faire évoluer la féodalité, quand le problème est de la raser, de la détruire. C'est jusqu'à ce jour ce que ne comprend pas le PUM; il faudrait qu'il ait une autre idéologie, l'idéologie marxiste (sic!), pour comprendre comment conquérir et défendre la terre, les armes à la main». Mais si le SL affirme que les distributions des terres qui ont déjà eu lieu n'ont abouti qu'à prolonger la vie du vieux système foncier - et c'était ce que nous avions prévu dans notre critique des réformes des militaires (23), en dehors du fait qu'on peut s'interroger sur la persistance de la «féodalité» - , il n'en voit la cause que dans le fait que les paysans n'ont pu prendre et défendre la terre par les armes. C'est pourquoi il ne peut que continuer de préconiser «la distribution de la terre à la paysannerie sous forme de propriété» après la victoire de la révolution démocratique et de la Guerre Populaire.

On sait qu'en Russie Lénine combattit durement les populistes qui préconisaient le partage des terres, en montrant que la **nationalisation du sol**, mesure qui en soi restait intégralement bourgeoise, était la seule solution vraiment radicale, vraiment révolutionnaire, pour liquider les structures précapitalistes dans le cadre de la révolution démocratique bourgeoise. Marx écrivait que le bourgeois radical arrive en théorie jusqu'à la perspective de la nationalisation du sol, mais qu'il recule en pratique devant cette mesure par peur de porter un coup à la propriété en général qui est menacée par le prolétariat; Lénine ajoute qu'en Russie, il existe un «bourgeois radical» qui ne peut craindre encore d'attaque prolétarienne, et qui donc ne redoute pas la nationalisation du sol: c'est le paysan russe.

C'est pourquoi Lénine estime que la nationalisation du sol, à la différence du partage ou de la municipalisation (remise

des terres aux collectivités paysannes), permet le mieux de réaliser les tâches de la révolution bourgeoise, de la façon la plus favorable au prolétariat et à sa lutte future (voir «Le Programme agraire de la social-démocratie», O.C., tome 13). Le problème de la liquidation des formes archaïques de propriété foncière est donc d'abord un problème d'orientation politique avant d'être un problème de méthode à employer: l'appel à prendre les armes, l'appel donc à l'insurrection paysanne, ne fait que rendre plus évident le caractère somme toute limité et modéré assigné par le SL à cette lutte armée. Si le paysan péruvien d'aujourd'hui est aussi révolutionnaire que le paysan russe de 1907 - ce qui est la condition pour que la perspective de révolution démocratique ait un sens - , le programme du SL est alors **en contradiction** avec la situation: il repousse la nationalisation du sol, probablement parce qu'il craint lui aussi de porter un coup à la propriété; ainsi Gonzalo s'exclame, après avoir parlé de la distribution des terres et de la confiscation du «capitalisme bureaucratique» (c'est-à-dire dépendant de l'impérialisme): «En ce qui concerne la bourgeoisie nationale ou moyenne, la question est de respecter ses droits; nous nous en tenons à cela et ne pouvons aller plus loin; ce serait changer le caractère de la révolution. Le problème de la conquête de toute propriété n'est rien de plus que fables et mensonges toujours proférés contre les communistes» (24). Preuve est faite une nouvelle fois qu'on ne peut reculer devant la propriété bourgeoise et défendre une orientation vraiment radicale dans la question paysanne. La position communiste vis-à-vis du mouvement paysan au cours de la révolution démocratique bourgeoise ne se borne cependant pas à préconiser la forme la plus radicale de réforme agraire, ni à s'aligner en toutes circonstances sur ce mouvement paysan; elle met notamment au premier plan l'organisation et la défense du prolétariat rural (ouvriers agricoles principalement) contre les propriétaires paysans; elle est exposée ainsi par Lénine (la citation est un peu longue, mais elle illustre parfaitement l'abîme entre l'orientation prolétarienne et celle du SL): «(...) la résolution du IIIe congrès parle de «**débarrasser le contenu démocratique révolutionnaire du mouvement paysan en le libérant de toutes ses impuretés réactionnaires**». En second lieu, elle affirme la nécessité d'«**une organisation autonome du prolétariat rural, en tout état de cause et en toute circonstance**». (...) Nous devons soutenir de toutes les manières l'insurrection paysanne jusque et y compris la confiscation des terres, **mais nullement jusque et y compris toutes sortes de projets petits-bourgeois**. Nous soutenons le mouvement paysan dans la mesure où il est démocratique-révolutionnaire. Nous nous préparons (nous nous préparons à l'instant même, sans délai) à le combattre dès qu'il deviendra réactionnaire, anti-prolétarien. (...) L'antagonisme de classe entre le prolétariat rural et la bourgeoisie paysanne est inévitable, et d'avance nous le mettons en lumière, nous l'expliquons, nous nous préparons à engager la lutte sur ce terrain. La question de savoir à qui et comment remettre les terres confisquées peut très bien devenir l'un des prétextes de cette lutte. Et nous ne cherchons pas à déguiser cette question, nous ne promettons pas le partage égalitaire, la «socialisation», etc.; nous disons: là, nous aurons à combattre encore, à combattre à nouveau, nous combattons sur un autre terrain et avec d'autres alliés; là nous marcherons, n'en doutez pas, avec le prolétariat rural, avec toute la classe ouvrière contre la bourgeoisie paysanne. Dans la pratique, cela peut signifier soit le passage des terres à la classe des petits propriétaires paysans (...); soit la nationalisation, à la condition de la victoire complète de la révolution démocratique; soit la remise des grands domaines capitalistes à des associations ouvrières, car la révolution démocratique faite, nous aborderons aussitôt dans

la mesure précise de nos forces, des forces du prolétariat conscient et organisé, la voie de la révolution socialiste. Nous sommes pour la révolution ininterrompue. Nous ne nous arrêterons pas à mi-chemin. Si nous ne faisons pas de promesses de «socialisation» immédiate, à l'instant même, c'est parce que nous connaissons les conditions véritables du problème, et que loin de la dissimuler nous faisons apparaître la nouvelle lutte de classe qui mûrit dans les profondeurs de la paysannerie. Nous commençons par soutenir jusqu'au bout, par tous les moyens, jusqu'à la confiscation, le paysan en général contre le propriétaire foncier; nous soutenons ensuite (ou plutôt en même temps) le prolétariat contre le paysan en général» (25).

Le SL parle, lui aussi, dans son programme général, de «passer ensuite, une fois achevée cette étape [l'étape de la révolution démocratique-NdlR] et sans aucun intermède, à la révolution socialiste»; mais il se garde bien de poser la question dans des termes qui rappelleraient ceux de Lénine; il se garde bien de parler de lutte des classes à l'intérieur du mouvement paysan, il se garde bien d'organiser de façon autonome le prolétariat rural, il se garde bien de préparer à l'avance le prolétariat à se défier de la bourgeoisie rurale et même du «paysan en général». A la place nous avons la tentative de masquer les différences de classe et les plates promesses de respecter les droits de la bourgeoisie nationale à la ville et à la campagne! C'est la démonstration que la perspective de passage ultérieure à la révolution socialiste n'est qu'une phrase vide, car le prolétariat ne peut aller vers sa révolution qu'en rompant la soumission aux intérêts bourgeois et petits bourgeois à laquelle le condamne le SL avec son «Front des classes».

Le SL revendique l'internationalisme prolétarien et semble en ce domaine plus à gauche que la plupart des courants stalino-maoïstes; cependant là aussi les formules ronflantes cachent mal que cet internationalisme est purement platonique: le SL défend la perspective anti-communiste des «voies nationales au socialisme» inventée par le stalinisme et l'indépendance des partis communistes théorisée par le maoïsme: la nécessité d'une organisation communiste internationale lui est aussi étrangère que la notion selon laquelle les prolétaires n'ont pas de patrie et que la révolution prolétarienne a un caractère international. Au niveau mondial il estime que «la première et la principale contradiction est celle entre nations opprimées d'un côté et superpuissances et puissances impérialistes de l'autre; (...) une telle contradiction trouve sa solution dans la révolution démocratique, avec la guerre populaire», avant la «deuxième contradiction fondamentale: prolétariat-bourgeoisie; celle-ci se résout avec des révolutions socialistes et des révolutions culturelles (...)» (26). La révolution démocratique est donc plus importante que la révolution socialiste (quelle que soit par ailleurs l'idée que le SL se fait de cette dernière), et la lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie, moins importante que la lutte entre nations impérialistes et opprimées: c'est ici la transposition sans fard de la conception générale du SL, qui illustre bien la nature petite bourgeoise de ses orientations générales. D'ailleurs lorsqu'il envisage une intervention américaine au Pérou, le SL abandonne définitivement toutes ses maigres prétentions classistes et internationalistes: «Dans ces circonstances, la contradiction changera et la contradiction nation-impérialisme commencera à se développer comme contradiction principale, ce qui nous donnera une marge plus grande pour rassembler notre peuple» (27): on imagine déjà les appels patriotiques à la bourgeoisie et aux propriétaires fonciers nationaux...

La perspective communiste

L'orientation fondamentale du SL, à l'image de tout le mouvement maoïste, est celle de la «révolution démocratique»: le Pérou ne serait pas encore mûr pour une

révolution socialiste, mais seulement pour une révolution bourgeoise contre les structures féodales et contre l'impérialisme. Nous avons essayé de montrer en analysant ses (rares) textes que, même dans le cadre d'une telle révolution bourgeoise, la position du SL est étrangère à la position marxiste; elle noie le prolétariat dans un front de classes d'essence petite bourgeoise et plus particulièrement paysanne. Mais à notre avis l'orientation du SL est erronée dans son fondement même: il n'y a plus place au Pérou, ni de manière générale en Amérique Latine, pour la révolution bourgeoise, pour la bonne et simple raison que le mode de production capitaliste l'a définitivement emporté sur ce continent. Ce qui y mûrit, ce sont les conditions de la révolution prolétarienne anti-capitaliste, de la révolution communiste, révolution qui ne pourra plus être nationale, mais qui trouvera nécessairement une dimension internationale, continentale et intercontinentale. Nous n'ignorons pas le moins du monde le poids et l'importance des tâches démocratiques bourgeoises encore à réaliser et en particulier l'importance de la lutte contre les structures agraires archaïques; nous n'ignorons pas le caractère socialement arriéré, économiquement peu développé du Pérou, même par rapport aux Etats voisins, ni l'influence écrasante de l'impérialisme; nous n'ignorons pas que la classe ouvrière proprement dite est peu nombreuse et qu'elle est entourée d'une masse énorme de «prolétaires en haillons» venus des campagnes qui peuvent constituer un obstacle très puissant au développement de la combativité ouvrière (mais ils constituent aussi une bombe sociale toujours prête à exploser).

Cependant, quelle peut être la validité d'une perspective, servilement empruntée au modèle chinois, d'une révolution à base paysanne, fondée sur le principe stratégique «la campagne encercle les villes», lorsqu'il n'y a plus que 30% de la main d'oeuvre employée dans l'agriculture (contre 40% en 1980, 52% en 1960), lorsque près de 70% de la population vit dans les villes (contre 66% en 1981, 46% en 1960), et plus du tiers à Lima? Quelle peut être la validité d'une perspective de révolution bourgeoise lorsque le secteur industriel - donc le secteur où prédominent les rapports de production capitalistes modernes - représente plus de 30% du Produit Intérieur Brut, contre 12% à l'agriculture et 57% aux «services»? Il est tout à fait vrai que le développement de la production capitaliste a été lent au Pérou en particulier en raison du boulet constitué par ses structures agraires retardataires, et que la crise économique a durement touché le faible secteur industriel, diminuant son importance dans l'économie au profit du secteur dit «informel» (artisanat, petit commerce, etc.). Comme beaucoup d'autres pays, le Pérou souffre à la fois du développement capitaliste et de son manque de développement.

Il n'en reste pas moins que le mode de production dominant - ce qui ne veut pas dire unique - dans le pays est le mode de production capitaliste, que les rapports de production dominants - ce qui ne veut pas dire les seuls - sont les rapports de production bourgeois et que donc l'axe fondamental de la lutte des classes est la lutte entre prolétariat et bourgeois (alliée à l'impérialisme), et non entre prolétariat-paysannerie-bourgeoisie et semi-féodalisme (allié à l'impérialisme). En préconisant l'alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie «nationale» pour la «révolution démocratique», le SL entrave le développement de la lutte de la classe ouvrière, s'oppose à la conquête de son indépendance de classe, barre la route à la révolution prolétarienne; quel que soit l'écho que son action peut recueillir et recueille en fait parmi les masses paysannes et les masses déshéritées des bidonvilles saignées à blanc par la crise capitaliste et écoeurées par la veulerie et la trahison des organisations réformistes, le SL ne représente pas une alternative pour le prolétariat et les mas-

ses exploitées, mais un obstacle sur la voie de leur émancipation, au même titre, quoique d'une façon différente, moins répugnante mais peut-être plus insidieuse, que le réformisme parlementaire des organisations de la gauche classique.

L'important pour les militants révolutionnaires n'est pas comme le prétend le SL de «rompre avec la politique facile du frontisme électoraliste (...) [pour] converger vers un front véritablement révolutionnaire» (28); il est de rompre avec la politique frontiste en général, et de se tourner vers une politique de classe, résolument prolétarienne et communiste, vers la reconstitution du parti communiste mondial sur les bases du marxisme non avili par tous les révisionnismes et tous les opportunismes, maoïstes, staliniens ou autres. Il y a presque 15 ans nous écrivions à propos de la révolution en Amérique Latine:

«Sans doute une «révolution agraire et anti-impérialiste» semble correspondre à la réalité visible d'aujourd'hui; c'est ce qui alimente les théorisations guévaristes ou pseudo-guévaristes (dans les cas les moins mauvais) et les variantes affaiblies de la théorie stalinienne de la «révolution par étapes» (dans les pires). Ce terrain est non seulement celui des mouvements de la petite bourgeoisie en général - couche privée, même dans ses expressions les plus radicales, d'une vision authentiquement anti-capitaliste et internationaliste - mais aussi intrinsèquement, celui sur lequel se place l'action courageuse des Tupamaros. Or sur ce terrain, il ne peut y avoir de révolution anti-impérialiste et continentale, mais seulement des révoltes: Cuba le confirme. (...) La perspective plus lointaine qui est la nôtre, la seule matérialistement fondée, implique le parti enfin ressuscité, fort d'une large influence dans les rangs d'un prolétariat renforcé quantitativement par une société bourgeoise qui aura attaqué sérieusement dans ses fondations l'héritage d'un passé archaïque, et agissant dans le cadre d'une crise capitaliste mondiale. Ce parti ne pourra pas diriger la classe ouvrière d'Amérique Latine vers l'assaut contre un impérialisme qui a pénétré dans tous les pores de la société, qu'ils soient agraires ou non, ruraux ou urbains, ainsi que vers une transformation profonde des rapports économiques et sociaux des campagnes, sans lui donner comme objectif sa propre révolution. Cette révolution «continentale» et anti-impérialiste par excellence, qui mûrit au sein d'une aire économique labourée en tous sens par le mouvement irrésistible de l'expansion capitaliste, est inséparable de la révolte des plébes paysannes et urbaines; mais elle sait que la solution de leurs problèmes séculaires de vie et de travail suppose elle aussi la destruction de tous les rapports mercantiles et salariaux érigés pour les défendre. Il est à espérer évidemment qu'elle embrasse d'abord les pays à forte concentration et tradition prolétarienne; mais où qu'elle éclate, cette révolution trouvera dans le choc violent avec le réseau capillaire de l'impérialisme les conditions matérielles d'une diffusion rapide sur tout le continent; cela sera d'autant plus vrai que les révolutionnaires auront tenacement préparé les conditions subjectives de cette extension, qui devra finir par investir et renverser les forteresses de la contre-révolution aux Etats-Unis» (29).

Cette perspective, bien différente de celle, mesquine et dépassée, d'une révolution démocratique bourgeoise nationale qui a toujours moins de vraisemblance, est la seule perspective féconde, non illusoire, pour les militants révolutionnaires poussés par les bestiales conditions de vie et de travail capitalistes à s'affronter au système bourgeois et à son Etat. A l'impasse petite bourgeoise du Sentier Lumineux et de sa guerre populaire, le marxisme oppose la voie difficile mais sûre de la lutte prolétarienne pour la révolution communiste, l'instauration de la dictature internationale du prolétariat, dont le premier pas est la

reconstitution du parti communiste mondial qui aura pour tâche de diriger la classe ouvrière dans ses combats, dans l'insurrection, la guerre civile, la prise et la gestion totalitaire du pouvoir dans tous les pays.

(11) «Entretien du Président Gonzalo avec El Diario», Mouvement Populaire Pérou, 1988, pp.25-26.

(12) «A propos de la campagne de recatification...» Ed. Drapeau Rouge 1991, p.19.

(13) «Remarques sur le 2e projet de programme de Plékhanov», Lénine, O.C., tome VI, p.45.

(14) «Développer la guerre populaire pour servir la révolution mondiale», Comité Central Parti Communiste du Pérou, août 1986, pp. 2 et 41.

(15) «Entretien...» op.cit., p.34. Dans leur livre «Le Sentier Lumineux du Pérou» Ed. «La Découverte» 1989, A. Labrousse et A. Hertoghe prétendent que les déclarations sur l'alliance avec la petite bourgeoisie, les paysans moyens, la bourgeoisie «nationale» ne correspondent pas à la pratique des sendéristes qui serait en quelque sorte plus «classiste» que ne le dit Gonzalo. Ils ne citent cependant aucun fait pour appuyer cette thèse alors qu'ils donnent par contre des exemples d'alliance des sendéristes avec des gros propriétaires faisant cultiver la coca (pp. 18-24), et qu'ils affirment que l'influence sendériste dans la région d'Ayacucho, berceau de la guérilla, s'est développée d'abord chez les notables paysans dont les fils forment la majorité des recrues du SL. (p.72). Signalons au passage que nos deux

auteurs sont de braves démocrates «de gauche»; à ce titre ils n'ont aucune idée de ce que peuvent signifier la révolution, la lutte armée, la lutte des classes et ils ne peuvent comprendre ni le comportement de l'Etat, ni celui des forces d'opposition.

(16) «Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique», Ed. Sociales, p.113.

(17) «Les tâches des sociaux-démocrates russes», O.C. tome II, pp.341-342.

(18) «Entretien...», p.81.

(19) Ibid., p.82. Lorsqu'il parle du «prolétariat» et de son rôle dirigeant, le SL fait en fait allusion à lui-même, comme il ressort de ses propres textes; ainsi par exemple, les «Comités populaires», base du nouvel «Etat» en construction, sont composés de: «un tiers de communistes représentant le prolétariat, un tiers de paysans pauvres représentant la paysannerie, un tiers de paysans moyens et quelques éléments progressistes représentant la petite bourgeoisie» (souligné par nous-Ndlr). Comme d'autre part il y a dans le PCP un «grand pourcentage de militants paysans et la considérable quantité de jeunes et de femmes, ce qui pose évidemment des problèmes, mais plus important encore, renferme une grande perspective à condition de fortifier l'idéologie prolétarienne» (cf «Développer la Guerre...», op.cit., p.40 et 42), la présence tant affirmée du prolétariat et de son rôle dirigeant se réduit en fin de compte à «l'idéologie» du SL, idéologie qui se révèle tout sauf prolétarienne...

(20) «Programme général du PCP» Congrès 1988. Ed. Drapeau Rouge.

(Suite en page 10)

Pérou: Quelques données statistiques

Dans le numéro précédent du journal, le manque de place nous a contraint d'éliminer les quelques tableaux de repères économiques, qui étaient destinés plutôt à la première partie de l'article.

Il est important de relever le niveau assez élevé de prolétarianisme au Pérou, 31% de la population travaille dans les secteurs directement liés à la production (industries, mines), sans compter la part importante des prolétaires travaillant dans les services (transport,

postes, santé,...). Le taux de population urbanisée en dit long sur la stratégie d'«encerclement» des villes par les campagnes du SL.

Le produit intérieur brut reflète bien l'accentuation de la crise depuis 87, mais d'autres chiffres sont encore plus frappant pour se rendre compte de l'impact de la crise sur les conditions d'existence des prolétaires: de 1981 à 1989 le PIB brut par habitant, calculé à dollar constant de 1980 (source CEPAL) a chuté de 24,7%.

L'inflation à deux trois ou quatre chiffres, s'accompagne d'une terrible chute des salaires ouvriers.

L'équilibre apparent de la balance commerciale cache en fait la pauvreté en volume des échanges, et s'il n'était pas le commerce de la coca - non comptabilisé certainement dans les statistiques officielles - on ne peut imaginer comment l'économie puisse survivre. Quant à la dette elle absorbe le tiers des exportations du Pérou.

| Secteurs de production | Popul. active | Part dans le PNB |
|-------------------------------|---------------|------------------|
| Agriculture | 30 % | 12 % |
| Industrie | 14 % | 16 % |
| Mines | 8 % | 15 % |
| Autres | 48 % | 57 % |
| Répartition population (1990) | | |
| Population urbaine | 70,2 % | |
| Population des campagnes | 29,8 % | |
| (Source CEPAL, 1991) | | |

| PRODUIT INTERIEUR BRUT (Source CEPAL, différentes années) | | | |
|---|--------|------|----------|
| 1982 | 0,3% | 1988 | - 8 % |
| 1983 | - 12 % | 1989 | - 10,9 % |
| 1984 | 4,8 % | 1990 | - 5 % |
| 1985 | 2,2 % | 1991 | 2 % |
| 1986 | 8,7 % | 1992 | - 3,6 % |
| 1987 | 8 % | | |

| INFLATION | | | |
|-----------|---------|------|----------|
| 1982 | 72,9 % | 1988 | 1722,6 % |
| 1985 | 158,3 % | 1989 | 2776,6 % |
| 1986 | 62,9 % | 1990 | 8291 % |
| 1987 | 114,5 % | 1991 | 185,4 % |

| BALANCE COMMERCIALE (Milliards de dollars) | | | | |
|--|------|-------|------|-------|
| 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 |
| -0,06 | -0,5 | -0,06 | +1,4 | +0,38 |

| EVOLUTION SALAIRES OUVRIERS MOYENS REELS DE LA REGION DE LIMA (Secteur privé. Base 100: 1980. Sources CEPAL, diff.années) | | | | |
|---|-------|------|-------|--|
| 1980 | 100 | 1986 | 97,5 | |
| 1981 | 100,8 | 1987 | 101,3 | |
| 1982 | 110,2 | 1988 | 76,1 | |
| 1983 | 93,4 | 1989 | 41,5 | |
| 1984 | 87,2 | 1990 | 43,9 | |
| 1985 | 77,6 | 1991 | 38,7 | |

rapport: Paiement intérêts de la dette / Tot exportations marchandises et services

| | | | |
|------|------|------|------|
| 1980 | 18,5 | 1988 | 33,2 |
| 1985 | 31,4 | 1989 | 29,4 |
| 1986 | 31,7 | 1990 | 31,7 |
| 1987 | 29 | | |

CORRESPONDANCE

LA SITUATION CHEZ RENAULT-ALPINE (DIEPPE)

Un lecteur nous a envoyé une très intéressante correspondance sur la situation à l'usine Alpine (groupe Renault) de Dieppe. Il y décrit comment un petit groupe de travailleurs intérimaires a pu mener des actions revendicatives et servir même d'exemple pour les travailleurs réguliers de l'entreprise; et cela en dépit des difficultés inhérentes au statut de précaire qui tend à priver de toute possibilité de résistance et de lutte cette partie sans cesse croissante de la classe ouvrière.

Cette usine est implantée dans une ville de 35.000 habitants, où le chômage atteint officiellement près de 15% de la population active et où, outre le port dont l'activité est au plus bas et va encore décroître du fait de la crise économique et des diktats du Capital (quotas sur la production et l'armement dans la pêche; centralisation du trafic commercial vers les grands ports; réforme du statut des dockers; privatisation, avec, bien entendu, restructuration de la compagnie des carferries...), il existe plusieurs usines assez importantes (Nestlé, Toshiba, Carnaud-Kerplas) en plus d'Alpine. Cette dernière, qui est avec Carnaud-Kerplas, la seule usine à avoir une section syndicale militante, produit outre les voitures de sport Alpine, différents modèles de Renault. Depuis 1988 une partie des «Espace» y est produite (54 voitures par jour sortent de la chaîne, alors que l'usine Matra de Romorantin en produit quotidiennement plus de 250). L'usine compte environ 600 salariés, direction comprise (une cinquantaine de personnes avec le personnel des bureaux). Le reste du personnel se répartit comme suit:

- Une quarantaine de salariés affectés à l'atelier GTA pour le montage de l'Alpine. Actuellement le modèle fabriqué, qui vaut à l'achat 450.000F n'est produit qu'à un demi exemplaire par jour. Un nouveau modèle, (bradé à 200.000 F!) pourrait être produit à plusieurs exemplaires par jour si le contrat est accepté, ce qui n'est pas sûr. L'avenir de la marque Alpine est donc incertain; au cas où elle disparaîtrait le personnel remplacerait sur la chaîne de montage des Espaces les intérimaires qui y sont employés et qui retrouveraient le bataillon des chômeurs à l'ANPE locale.

- Environ 500 salariés travaillent directement ou indirectement pour les Espaces.

Il n'y a pratiquement pas de travailleurs immigrés dans l'usine, ce qui n'empêche pas une présence assez forte du racisme. Il y a également peu de femmes. Elles travaillent essentiellement au montage sur chaîne et en préparation. Leur présence dans l'usine est assez récente, d'où également une présence de sexisme qui touche toutes les couches de salariés, mais qui s'atténue malgré tout par la présence des intérimaires. Cela est dû notamment au fait qu'une grande partie de ces derniers a déjà travaillé avec des femmes, ou a suivi les stages de formation créés par la Direction où elles étaient présentes.

L'usine a un statut particulier du fait qu'elle appartient à la Régie Renault sans en faire vraiment partie; les travailleurs d'Alpine en subissent bien entendu les conséquences puisqu'ils ont moins d'acquis sociaux et des salaires plus faibles que leurs camarades de la Régie (où d'ailleurs 2.000 licenciements sont prévus). Mais l'exemple qui prouve le mieux la particularité de ce statut, c'est celui de l'embauche. En effet il existe un quota pour l'embauche dicté par le patronat de Renault et auquel la direction de l'usine doit se soumettre.

Ce quota autorise Alpine à embaucher dans une année un nombre donné de précaires, mais aussi de salariés qui ont subi les vagues de licenciements de Renault; après

avoir, bien entendu, été triés sur le volet par la direction, ceux-ci ont le choix: soit être licenciés, soit venir travailler chez Alpine, ce qui est, on s'en doute, le choix le plus fréquent.

A l'inverse des usines de la Régie, Alpine ne connaît pas les vagues de licenciements et autres «dégraissages». En réalité il y a les licenciements individuels ou collectifs, mais comme ailleurs ils sont masqués par les départs en retraite ou en pré-retraite (cas assez rare) et les fins de contrat d'intérim. Ces derniers se sont tellement développés et sont tellement devenus banals qu'aujourd'hui la grande majorité des travailleurs n'y porte plus attention, permettant ainsi la politique patronale. Politique dont le but est de produire avec des effectifs minimums, variable selon les besoins de la production et les aléas de la concurrence croissante, et qui permet de faire pression au maximum sur les travailleurs et de les diviser afin d'avoir une paix sociale relative et de les exploiter toujours davantage.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS INTERIMAIRES

Dans cette usine aussi, le travail précaire s'est considérablement développé. Et s'il n'y a plus de C.D.D. (contrats à durée déterminée), les contrats en intérim, eux, sont nombreux. En effet depuis le 1er juin dernier où la production quotidienne est passée à 54 véhicules, le nombre des intérimaires est à peu près égal à celui des travailleurs embauchés de façon stable. Parmi ces intérimaires plusieurs ont déjà travaillé dans l'usine et y sont revenus après quelques mois de chômage. Cette «ancienneté» des précaires n'est pas un problème pour le patronat qui pense obtenir plus de travail et plus de soumission de la part d'un précaire qui reviendra plusieurs fois et espérera être un jour embauché que d'un autre travailleur. Si l'emploi d'ouvriers-«kleenex» (que le patronat jette après s'en être servis) permet la division des travailleurs, la direction use d'une autre stratégie pour accentuer cette division, le recours à 3 sociétés différentes d'intérim (sans parler de l'utilisation de 2 sociétés d'intérim pour le gardiennage et le nettoyage). 2 sont de Dieppe («Bis» et «SMTT» avec laquelle il y a des problèmes) et la troisième, «Contact», de Rouen (à 65 km). Si les embauchés et plus particulièrement les syndicats critiquent le recours à une société de Rouen, on peut dire en fait que c'est un atout pour les travailleurs qui en dépendent, comme le prouve cet exemple: Tous les vendredis le marchand de viande (nom donné aux responsables des boîtes d'intérim) vient à Alpine pour les démarches habituelles de son métier (paiement des acomptes et des salaires, régularisation dans les contrats, etc). Il s'est trouvé ainsi qu'à plusieurs reprises quelques intérimaires se sont retrouvés pour obtenir réparation des erreurs du marchand de viande, alors que pour les autres boîtes présentes sur la ville, ce sont les travailleurs qui se déplacent pour résoudre les mêmes problèmes, ce qui implique presque inévitablement le recours à des démarches individuelles. Après les vacances du mois d'août les intérimaires se sont rendus compte que la prime mensuelle de septembre ne leur était pas payée lorsqu'en octobre ils ont reçu leurs salaires de septembre et d'octobre. Après avoir tenté sans résultat d'obtenir des informations auprès des syndicats, quelques intérimaires qui s'étaient déjà rencontrés à l'occasion de contestations auprès du marchand de viande ont

décidé de se faire entendre. Encouragés par les embauchés, ils ont quitté la chaîne de montage après s'être formé en un groupe d'une dizaine de travailleurs. Leur revendication était: «nous voulons toucher nos primes 2 ou 3 jours après les embauchés et non une douzaine de jours ou un mois et demi après». Ce mouvement a permis à tous les intérimaires d'obtenir satisfaction, obligeant la CGT et FO de suivre et de faire pression sur la SMTT pour qu'elle s'aligne sur ses concurrents. Il y a deux raisons à cette réussite: d'une part l'action a perturbé la production, la chaîne ayant dû être arrêtée, d'où réaction immédiate de la direction pour pousser «Contact» et donc les autres boîtes à accepter la revendication; d'autre part le fait que cette action, préparée après discussions, ait été collective.

D'autre part s'il a été facile aux intérimaires de perturber la production en dépit du petit nombre de participants, c'est parce que l'usine fonctionne avec un effectif minimum, d'où sérieux problèmes lorsque l'absentéisme est fort (ce qui est rare, l'absentéisme rentrant en compte dans les primes trimestrielles). Et parce que l'on retrouve la majorité des précaires au point stratégique de la production: le montage en chaîne. C'est là que sont regroupés le plus grand nombre de travailleurs: un peu plus de 200 travailleurs et travailleuses, sur les 500 affectés à la production, dont environ 85% d'intérimaires. Cette petite action a rencontré un écho favorable parmi les autres travailleurs et notamment chez une partie des embauchés qui ont repris confiance en voyant des précaires agir. Elle a servi aussi d'apprentissage pour certains, même si elle a été suivie par un tout petit nombre.

Après cet épisode la production reprenait son rythme, l'objectif des 54 véhicules étant quotidiennement réalisé 20 minutes avant la fin du travail, la chaîne étant prévue pour 57 véhicules/jour. Et c'est à ce moment-là que se posa le problème et qu'une lutte journalière a pris naissance, se renouvelant chaque jour jusqu'aux vacances de Noël.

Tous les jours donc, depuis début novembre, des ouvriers arrêtent le travail à la 54e voiture. Ces ouvriers, dont le nombre est compris entre 12 et un peu plus de 20 suivant les absences et les postes occupés, ne regroupent que 4 embauchés. Les autres sont des intérimaires et parmi eux se trouvent les participants à l'action précédente dont la réussite a été une motivation qui n'a pas eu le temps de retomber. La direction, mais aussi tous les échelons de la hiérarchie, ne s'attendaient pas à voir se produire et durer un tel mouvement. Cela parce qu'il ne regroupe qu'un petit nombre d'embauchés et parce qu'il n'a pas réussi à s'étendre sur la deuxième chaîne où les travailleurs voulant participer à l'action se retrouvent peu nombreux et isolés. Ils pensaient qu'il s'essoufflerait pour ensuite s'arrêter. Mais c'est l'inverse qui s'est produit. C'est véritablement une minorité agissante qui a imposé sa loi sur la production quotidienne. Et bien qu'il faille recommencer l'action chaque jour, celle-ci n'en n'est pas moins renouvelée avec plus de détermination.

Al'origine du mouvement il a fallu expliquer ce que signifiait à moyen et à long terme une augmentation de la production quotidienne. Cette démarche n'a pas été simple pour plusieurs raisons: très faible nombre d'embauchés, hésitations de certains, refus d'autres, peur de la répression, méconnaissance des luttes due soit à la situation actuelle de reflux des luttes, soit au jeune âge, ou encore le fait que certains viennent du monde rural où les problèmes

sont différents. Il y a eu aussi des réponses favorables pour les raisons suivantes: renouer avec la lutte, avoir (malheureusement) l'occasion de cesser le travail par n'importe quel moyen - c'est-à-dire encore une démarche individuelle sans le moindre aspect de lutte de classe - ou encore «pourquoi ne pas réussir à obtenir satisfaction de notre revendication suivante «arrêt de la chaîne après la 54e voiture» en arrêtant puisque c'est ainsi que nous avons gagné la fois précédente?».

Finalement, tous ces ouvriers qui se sont groupés ont agi puis expliqué à leurs pairs les raisons et les revendications de ce mouvement: refus de faire plus de véhicules que ce qui est prévu par la direction, rattrapage lorsque la production a été inférieure à 54 voitures, mais sur plusieurs jours s'il y a beaucoup d'Espaces à rattraper (ce arrive rarement maintenant), soit arrêts de la chaîne pendant la journée, soit temps de cycle augmenté; ou encore, O.K. pour faire plus de véhicules, mais seulement dans le cas où des postes et donc des emplois sont créés, sinon il n'y a aucune raison de faire plus de voitures, surtout que le taux horaire n'est pas augmenté pour autant et que les primes seront, elles, de plus en plus amputées, notamment par la baisse de qualité quand la production augmente.

Depuis deux ans, à l'exception d'une grève d'une heure dans un secteur lors du passage en 2x8, c'est pratiquement le seul mouvement de contestation qu'il y ait eu, avec, récemment un débrayage d'une demi-heure à la préparation des moteurs. C'était un mouvement de protestation contre le rattrapage de véhicules soi-disant perdus lorsque la direction nous a payé une heure pour le vote aux élections prud'homales. Ce débrayage a réussi parce que la production sur chaîne a été perturbée et arrêtée. Il faut dire aussi qu'à ce poste, ce sont des anciens qui y travaillent et plus particulièrement des ouvriers combattifs ayant participé à toutes les grèves et presque tous syndiqués. Si l'encadrement n'avait pas cédé devant la détermination de ces ouvriers, le débrayage se serait vite transformé en grève tournante ou en grève sur une partie de la chaîne et dans certains secteurs travaillant en «quart» (2x8).

LE ROLE DES SYNDICATS

Comme on peut le constater, ce sont rarement les syndicats qui font ou développent les mouvements actuels. D'ailleurs dans le passé même récent, ce ne fut jamais tous les syndicats et surtout pas leurs dirigeants dans ce cas qui furent les instigateurs des luttes.

Les organisations composant le paysage syndical de l'usine sont la CGT, majoritaire depuis le début de sa création, FO qui a toujours eu une position ambiguë et la CFDT qui a été écartée lors des dernières élections des délégués de personnel du fait de sa collaboration active avec le patronat et de sa préoccupation de la production au détriment des problèmes des ouvriers. S'il reste un bon nombre de syndiqués à la CGT, celle-ci s'est néanmoins considérablement affaiblie, que ce soit en nombre de militants ou d'adhérents, ou au niveau des élections dans l'usine. Cela est dû au fait que les principaux leaders de ce syndicat, à l'instar des leaders des autres syndicats, ont accepté les postes tranquilles que leur a offert la direction. Ainsi ils se sont coupés des masses, collaborant de plus en plus avec le patronat et délaissant les ouvriers avec leurs problèmes et leurs revendications; et ces derniers, dans une situation de reflux des luttes dans cette période de crise, ont rejeté

totale ou partiellement les syndicats sans chercher à les modifier selon les possibilités. Quant aux autres responsables syndicaux, ils ont été soit répartis à des postes isolés lorsque très combattifs (ex: préparation moteurs, ce qui n'empêche pas les perturbations comme on l'a vu), soit, lorsqu'ils étaient non combattifs et actifs dans la collaboration de classe (valable pour tous les syndicats), laissés au montage sur chaîne. Dans ce cas, les seuls buts de leur élection sont de collaborer avec le patronat et de faire passer son message, ainsi que de prendre des heures de délégation. D'ailleurs on a retrouvé ces derniers de FO et de la CGT aux côtés de l'encadrement contre la minorité active, au début du mouvement lorsque le cadre supérieur responsable de la chaîne et les contre-maîtres essayaient de le faire avorter. On pouvait entendre ces responsables syndicaux accuser ces irréductibles de vouloir «couler la boîte», de faire des actions ne servant à rien et qui de toutes façons étaient perdues d'avance, de ne pas être démocratiques... Sans oublier que ces nostalgiques du stakhanovisme ont même suggéré à la direction de faire une note

officielle lors des réunions du CE afin d'officialiser la production quotidienne à 54 véhicules, ce qui aurait permis ensuite à la direction de sortir des notes de service obligeant les travailleurs à faire tant ou tant de véhicules par jour! Au sein de la CGT, il y a une lutte entre les partisans de la lutte et les partisans de la collaboration: on a pu voir, fort heureusement, certains des premiers apporter leur soutien actif à la minorité active quotidiennement contre l'augmentation des cadences en empêchant la maîtrise de faire passer sur l'autre moitié de la chaîne le véhicule prêt pour le lendemain matin et d'avancer ainsi la chaîne à un poste supplémentaire.

EN CONCLUSION PROVISOIRE

Pour l'instant il n'y a eu que très peu de répression pour la simple raison que personne ne s'est présenté en tant que meneur du mouvement. Quant il faut discuter avec la hiérarchie, ce sont les embauchés qui parlent, les intérimaires craignant les repré-sailles. Le mouvement se fait simultanément chaque jour afin de présenter l'action

comme collective et spontanée pour contrer et anticiper «au cas où» toute forme de répression. Seul un des acteurs de ces débrayages quotidiens s'est retrouvé pour l'instant licencié avant la fin de son premier contrat. Et un autre a subi le même sort après avoir été isolé du groupe et envoyé sur l'autre chaîne. Mais c'est sur des critères différents de leur participation au mouvement (fautes professionnelles) qu'ils ont été licenciés, et cela sans pouvoir être défendus de quelque manière que ce soit, vu que les deux fois cela s'est déroulé lorsque la chaîne était arrêtée et le vendredi après-midi.

Cela prouve que les acteurs du mouvement sont vulnérables et que pour obtenir satisfaction ils doivent réitérer leur action chaque jour et éviter toute erreur professionnelle. Sinon ils facilitent la répression contre eux et leur camarade de la direction qui n'a que ce moyen pour détruire le mouvement.

La situation restera certainement inchangée au début janvier à la reprise du travail. Mais après c'est l'inconnu car l'augmentation de l'effectif pour produire 75 voitures/

jour a été repoussée de janvier à mars, puis à juin et peut-être à jamais. Selon des militants et délégués «lutte de classe» de la CGT, il devrait même y avoir du chômage technique en 1993. Il faut dire que la concurrence sur le marché des «monospaces» (comme l'Espace) va être rude car presque toutes les marques vont sortir des modèles en 93. L'empire des monospaces sur lequel régnait Renault avec son Espace, et cela principalement sur le marché européen où il détenait encore 52% des ventes (chiffre de juillet 92), risque de s'effondrer considérablement.

Et si l'usine de Romorantin risque d'en faire les frais, le pire sera à craindre pour celle de Dieppe. En effet le risque de fermeture de l'atelier de fabrication de l'Alpine ajouté à la baisse éventuelle de production de l'Espace n'est pas du tout réjouissant, surtout que le travail de montage est encore «artisanal», l'usine de Dieppe n'étant pas très moderne par rapport à d'autres usines de la Régie.

A suivre donc au niveau de ses luttes, de son existence menacée en partie ou complètement, etc...

L'OPINION PUBLIQUE BOURGEOISE, LA SOCIAL-DEMOCRATIE, LE COMMUNISME

(Léon TROTSKY, extrait de «ENTRE L'IMPERIALISME ET LA REVOLUTION», février 1922)

L'opinion publique bourgeoise constitue un tissu psychologique serré qui enveloppe de tous côtés les armes et les instruments de la violence bourgeoise, en les préservant de cette façon autant des nombreux chocs particuliers que du choc révolutionnaire fatal et, en fin de compte, inévitable. L'opinion publique bourgeoise agissante est composée de deux parties, dont la première comprend les conceptions, les opinions et les préjugés hérités qui constituent l'expérience accumulée du passé, couche solide de banalités opportunes et de niaiserie utile; l'autre partie est constituée par un mécanisme complexe, très moderne et dirigé habilement, ayant en vue la mobilisation du pathos patriotique, de l'indignation morale, de l'enthousiasme national, de l'élan altruiste et des autres genres de mensonge et de tromperie. Telle est la formule générale. Cependant il est nécessaire de l'expliquer par des exemples. Lorsqu'un avocat «cadet» [parti de la bourgeoisie russe-NdlR] qui a aidé, aux frais de l'Angleterre ou de la France, à préparer un noeu coulant au cou de la classe ouvrière, meurt de typhus dans une prison de la Russie affamée, le télégraphe et la TSF de l'opinion publique bourgeoise effectuent une quantité d'oscillations suffisante pour provoquer la réaction d'indignation nécessaire dans la conscience collective, suffisamment préparée, des Mrs. Snowden [personnalité social-démocrate qui critiquait la révolution russe pour ses violations des «droits des peuples» et des «droits de l'homme»-NdlR]. Il est plus qu'évident que toute la besogne diabolique du radio-télégraphe capitaliste serait inutile si le crâne de la petite-bourgeoisie ne constituait pas un résonnateur approprié. Examinons un autre phénomène: la famine, dans la région de la Volga. Cette famine, d'une horreur sans précédent, est due pour la moitié au moins, à la guerre civile allumée dans les régions de la Volga par les Tchécoslovaques et par Koltchak,

c'est-à-dire en fait organisée et alimentée par le capital anglo-américain et français. La sécheresse s'est abattue sur un sol préalablement épuisé, dévasté, dépourvu de cheptel et de machines agricoles. Si nous avons emprisonné quelques officiers et avocats - ce que nous n'avons jamais cité comme exemple d'humanité -, l'Europe bourgeoise, et avec elle, l'Amérique, ont tenté à leur tour de transformer la Russie entière en une prison affamée, de nous entourer d'une muraille de blocus, en même temps que, par l'intermédiaire de leurs agents blancs, ils faisaient sauter, incendiaient, détruisaient nos maigres réserves. S'il se trouve quelque part une balance de morale pure, que l'on pèse les mesures de rigueur prises par nous durant notre lutte à mort contre le monde entier et les souffrances infligées aux mères de la Volga par le capital mondial, dont le seul but était de recouvrer les intérêts des hommes qu'il nous avait prêtés. Mais la machine de l'opinion publique bourgeoise agit d'une façon si systématique, avec tant d'assurance et d'insolence, et le crétinisme petit-bourgeois lui prête une telle force de répercussion que Mrs. Snowden en arrive à réserver tous ses sentiments humanitaires pour... les mencheviki que nous avons offensés.

La subordination des social-réformistes à l'opinion publique bourgeoise met à leur activité des limites infranchissables, beaucoup plus étroites que les frontières de la légalité bourgeoise. Des Etats capitalistes contemporains, l'on peut dire, en règle générale, que leur régime est d'autant plus «démocratique», «libéral» et «libre» que les socialistes nationaux sont plus respectables et que la subordination du parti national ouvrier à l'opinion publique bourgeoise est plus niaise. A quoi bon un gendarme du for extérieur pour un Macdonald [dirigeant du Labour Party anglais-NdlR] qui en possède un dans son for intérieur?

(...) Mais «l'opinion publique» qui, seule, rend possible le fonctionnement normal de l'appareil de contrainte étatique, trouve son principal appui dans la religion. La norme du droit qui domine les personnes, les classes, la société tout entière, comme un fouet idéal, n'est que la transposition affaiblie de la norme religieuse, ce fouet céleste suspendu sur l'humanité exploitée. En somme, soutenir chez un docker sans travail, avec

des arguments formels, la foi en l'inviolabilité de la légalité démocratique, est chose condamnée d'avance à l'insuccès. Ce qu'il faut avant tout, c'est un argument matériel: un flic avec une bonne matraque sur la terre, et, au-dessus de lui, un argument mystique: un flic éternel, avec ses foudres, dans le ciel. Mais lorsque, dans la tête des «socialistes» eux-mêmes, le fétichisme de la légalité bourgeoise s'allie à celui de l'époque des druides, l'on a alors un gendarme intérieur idéal avec l'aide duquel la bourgeoisie peut se permettre provisoirement d'observer plus ou moins le rituel démocratique.

Lorsque nous parlons des trahisons des social-réformistes, nous ne voulons pas du tout dire qu'ils soient tous, ou que la majeure partie d'entre eux soient simplement des âmes à vendre; sous un tel aspect, ils ne seraient pas à la hauteur du rôle sérieux que leur fait jouer la société bourgeoise. Il n'est même pas important de savoir dans quelle mesure leur respectable ambition de petit-bourgeois est flattée par le titre de député de l'opposition loyale ou par le portefeuille d'un ministre du roi, bien que cela ne fasse pas défaut. Il suffit de savoir que l'opinion publique bourgeoise, qui, durant les périodes de calme, les autorise à rester dans l'opposition, aux moments décisifs (...), a toujours trouvé moyen de les engager à occuper une position politique utile à l'ordre capitaliste. (...) La question de l'affranchissement matériel d'un prolétariat anglais ne peut être sérieusement posée tant que le mouvement ne sera pas débarrassé des leaders, des organisations, de l'état d'esprit qui représentent une soumission humble, timide, asservie, poltronne et veule des opprimés à l'opinion publique de leurs oppresseurs. Il faut se débarrasser du gendarme intérieur afin de pouvoir renverser le gendarme extérieur.

L'Internationale Communiste enseigne aux ouvriers à mépriser l'opinion publique bourgeoise et, en particulier, à mépriser les «socialistes» qui rampent à plat-ventre devant les commandements de la bourgeoisie. Il ne s'agit pas d'un mépris superficiel, de déclamations et de malédictions lyriques - les poètes de la bourgeoisie elle-même l'ont déjà fait frémir maintes fois par leurs provocations insolentes, surtout en ce qui concerne la religion, la famille et le mariage -, il s'agit ici d'un profond affranchissement intérieur de l'avant-garde prolétarienne, des pièges

et des embûches morales de la bourgeoisie; il s'agit d'une nouvelle opinion publique révolutionnaire qui permettrait au prolétariat, non en paroles mais en fait, non pas à l'aide de tirades, mais, lorsqu'il le faut, avec des bottes, de fouler aux pieds les commandements de la bourgeoisie et d'atteindre son but révolutionnaire librement choisi, qui constitue en même temps une nécessité historique.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926.
Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**

CORRESPONDANCE
POUR LA FRANCE : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE : Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

Chine: Sur les traces de Thatcher

Le nouveau «socialisme de marché» récemment devenu la doctrine officielle du Parlement chinois, du parti et de l'appareil d'Etat - mais qui ne fait qu'entériner l'existence d'un mode de production basé sur la production de plus-value, donc pleinement capitaliste - continue à faire ses victimes. Le capitalisme chinois - qui ne tardera pas d'ailleurs à se débarrasser totalement de ses derniers oripeaux de «socialisme» - ne se cache plus pour mettre à exécution ses attaques sur la classe ouvrière. Les lois du marché sont incontournables; acculés à la dure loi qui lie indissolublement - même dans leur trempette «socialiste» - le profit et les coûts de production, les capitalistes chinois ont décidé une grande restructuration de leur industrie du charbon.

En 1993, ce sont 30 mines de charbon de la CNCC (China National Coal Corporation) qui seront fermées. Cela représente 100.000 suppressions d'emplois et 30.000 licenciements (nos sources ne disent pas où sont passés les 70.000 autres!). En fait ces fermetures n'ont pas attendu l'ère officielle du «socialisme de marché». En 1991 déjà, 19 mines avaient été fermées et 100.000 ouvriers licenciés. Elles ne sont que le début d'une grande restructuration du secteur minier. Il est aussi prévu de fermer d'autres mines dans le nord-est du pays.

Trois millions de personnes travaillent pour la CNCC, la Chine étant d'ailleurs le premier producteur mondial de charbon avec 1,1 milliard de tonnes par an. Les journaux estiment que ce sont 400.000 emplois qui

ont disparu dans l'industrie du charbon.

Jusqu'à présent, le gouvernement hésitait devant ces suppressions d'emploi, par crainte de provoquer la colère ouvrière. Il semble qu'il ait surmonté cette crainte; ailleurs dans le pays on signale des licenciements. Dans la ville de Chongqing une usine a été déclarée en faillite à la mi-septembre, ce qui a provoqué le licenciement de ses 3000 travailleurs: c'est, selon les officiels chinois, la plus grosse faillite qui ait été autorisée. Pour essayer de prévenir des réactions de colère, le gouvernement a mis en place pour la première fois des mesures sociales pour les licenciés. La plupart des travailleurs de Chongqing ont été mis en pré-retraite; on promet aux licenciés du charbon un pécule pour monter leur propre affaire ou aller chercher du travail ailleurs - toutes mesures dont les travailleurs européens connaissent bien l'efficacité...

Cet hiver, le gouvernement chinois a également libéré les prix d'une bonne partie des produits alimentaires. A Pékin, les prix

ont augmenté de 40% en moyenne pour la viande et des augmentations analogues sont attendues pour d'autres produits alimentaires, comme c'est déjà le cas dans certaines provinces. Il semble que celles-ci aient servi de test pour vérifier si des réactions de protestation étaient à craindre.

La réalité capitaliste brute et sans fard «socialiste», si la Chine veut s'ouvrir au capital et au marché mondial autrement que de manière marginale, prend largement et rapidement le pas sur l'inerte capitalisme d'Etat. Les attaques sur la classe ouvrière en sont d'autant plus directes et, depuis longtemps déjà, il n'est plus demandé aux prolétaires de faire les sacrifices au nom de la «grande cause de la révolution de Mao». Nous ne pouvons qu'espérer que, dans cette clarification historique objective, le prolétariat chinois qui avait fourni à l'histoire de la révolution de glorieuses pages, avant de se faire massacrer par les troupes de Tchong Kaï Tcheu auxquelles les hommes de Staline avait accordé leur confiance, retrouve le chemin de la lutte de classe.

RFA: Après l'ivresse démocratique, l'offensive brutale

Une fois n'est pas coutume, les bourgeois disent tout haut ce qu'ils enfouissent d'habitude sous une montagne de détours verbaux, de paraboles et de mots choisis pour n'être compris que par eux. Dans les situations les plus difficiles pour la bourgeoisie, cette habitude est parfois rompue, car pour exprimer la gravité des problèmes, elle ne peut indéfiniment parler la langue de bois, elle doit aller droit au but, sans détour ronflant!

Helmut Kohl, le 26 octobre dernier, au Congrès des délégués de la CDU (Union Chrétienne-démocrate), a rompu cette vieille habitude pour «parler vrai» (selon l'expression si chère à nos politiciens de l'Hexagone). L'heure de vérité a sonné» a-t-il déclaré. Pas de promesses (ou plutôt finies les promesses sur les lendemains heureux de la réunification), pas de fuite devant les problèmes réels du capital allemand, que du réalisme. La classe ouvrière d'Allemagne n'a qu'à bien se tenir: **hausse des impôts, allongement du temps de travail, limitation des coûts salariaux**, voilà le programme clair sur lequel Kohl a été réélu avec 91,5% des voix président de la CDU!

En 1993, c'est de 23 milliards de marks dont l'Etat a besoin pour ne pas sombrer totalement dans les chiffres rouges. L'«impôt de solidarité» de 7,5 % introduit pour financer la réunification, et qui avait rapporté en une année 22 milliards de marks, avait été supprimé en juillet 92. Kohl avait pourtant promis qu'il n'y aurait pas d'augmentation d'impôt pour financer la réunification! Aujourd'hui, face à l'impopularité de cet impôt, l'Etat cherche d'autres sources de revenus. Mais comme il ne peut y avoir d'autre solution que de ponctionner les salaires, et que la réintroduction de l'impôt de solidarité est pour l'instant difficile politiquement, la CDU n'a rien trouvé de mieux que de déguiser cet impôt en «emprunt obligatoire», juste indexé au coût de la vie pour lui conserver son niveau, autrement dit un emprunt au rabais pour l'Etat. Les finances publiques atteindront de toute façon «un seuil critique» en 1995.

Le total des capitaux déversés en Allemagne de l'Est ces deux dernières années, s'élève à 300 milliards de marks, pratiquement totalement acquis à crédit, et en grande partie sur le marché financier international, au prix de taux d'intérêt élevé et du déséquilibre monétaire en Europe.

La dette fédérale de 1.225 milliards de marks en 1990 passera à 2.386 milliards en 1996; soit un passage de 45,7% à 68,5% du PIB. Les remboursements annuels devraient alors se situer autour des 185 milliards de marks. D'autres chiffres font les cauchemars de la bourgeoisie allemande: sur les

9,3 millions de personnes actives en RDA, il n'en reste plus que 6 millions et le chômage s'élève à 1,2 millions de travailleurs dans la seule partie orientale (15% de la population active), alors qu'à l'Ouest le chômage concerne 1,9 millions de travailleurs, soit 6,2% de la population active). Mais à l'Est, il faut rajouter au nombre des chômeurs tous ceux qui ont quitté le circuit productif, sous des étiquettes diverses, mais dont la situation réelle est bien celle du sans-emploi: il y a 390.000 travailleurs au bénéfice de l'ABM (équivalent du TUC), 820.000 pré-retraités, 420.000 stagiaires en formation. Dans les campagnes la débâcle est encore plus grande: la population active dans l'agriculture est passée de 970.000 à seulement 200.000 personnes!

Pour les prolétaires d'Allemagne la période des grandes offensives du capital est commencée depuis trois ans avec pour effet premier de créer un immense réservoir de force de travail disponible permettant dorénavant au capital d'exercer une forte pression sur les salaires que les ouvriers ont réussi à défendre jusqu'à présent, grâce à leur cohésion dans leurs luttes.

L'OCDE explique dans le numéro de décembre de «Perspectives Economiques» que: «Les accords prévoyant un alignement rapide des salaires de l'Allemagne orientale sur ceux de l'Allemagne occidentale ont exacerbé les problèmes de la compétitivité et du chômage à l'est: les salaires y atteignent déjà 60 pour cent des salaires de la partie occidentale, alors que la productivité représente à peine un tiers environ du niveau observé à l'ouest. En revanche dans la République fédérative tchèque et slovaque voisine, les salaires ne représentent que 10 pour cent des niveaux de l'Allemagne occidentale, pour une productivité pratiquement identique à celle de l'Allemagne orientale. Par conséquent, même si un bon nombre de pertes d'emplois dans les Länder orientaux ont été la conséquence inévitable de la restructuration économique, le rapide rattrapage des salaires a gravement entamé la capacité de l'industrie orientale de se développer dans un contexte d'économie de marché et de créer de nouveaux emplois.»

Autrement dit les taux de plus value ne sont pas intéressants (dans l'immédiat en tout cas) en Allemagne orientale, la seule façon de renverser le rapport en sa faveur pour le capital est donc d'agir drastiquement sur les salaires.

Quoiqu'il en soit des méthodes et des moyens plus ou moins subtils de soutirer de l'argent aux prolétaires, éponger «la montagne de dettes léguée par l'ex-RDA»

ne peut se faire sans qu'ils soient mis directement à contribution soit en prélevant sur leurs salaires une part plus importante d'impôt, soit en augmentant la productivité du travail, soit en allongeant le temps de travail, soit en comprimant directement les salaires.

Cela n'a rien de nouveau, mais dans la situation de crise que connaît l'Allemagne cela signifie resserrer les rangs de la bourgeoisie contre les travailleurs, et surtout ne plus céder aux luttes ouvrières, en d'autres termes adopter une politique sociale plus proche de celle de Thatcher.

Ce n'est pas un choix abstrait, mais une nécessité matérielle du capitalisme allemand que de durcir les conditions d'exploitation du prolétariat. Pour les prolétaires cela signifie aussi qu'il n'y a plus de choix possible, le capital germanique n'a plus de miettes à offrir. Pour eux aussi cela signifie qu'il n'y a plus d'autre voie que la **nécessaire lutte de classe, la nécessaire union entre toutes les catégories ouvrières** (de l'Ouest, de l'Est, immigrées).

PEROU (Suite de la page 7)

(21) «Entretien...», p.86

(22) O.C. tome IX, pp. 456-457.

(23) «Mythes et réalités du réformisme péruvien» in «Le Prolétaire» n°102 et 103, mars 1975.

(24) «Entretien...», p.85. Le SL affirme qu'une des causes des divergences apparues en 1969 qui menèrent à la scission était que la tendance adverse «proposait l'expropriation et non la confiscation de la terre» cf «Développer la guerre populaire...», op.cit., p.21, mais il n'explique pas le sens de cette opposition.

(25) «L'Attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan», O.C. tome IX, pp. 243-244.

(26) «Entretien...», p.91.

(27) Ibid., p.57.

(28) Ibid., p.77.

(29) «Sur la révolution en Amérique Latine», in «Programme Communiste» n°77, juillet 1978.

La grève des mineurs en Pologne

Depuis que la Pologne est sortie du «socialisme» pour rentrer de plein pied dans ce que les bourgeois désignent comme le nec plus ultra de la civilisation, la démocratie, on n'entend plus parler des luttes ouvrières. Une chape de plomb et de silence s'est abattue sur les prolétaires de l'Est; finis les shows médiatiques où les pantins au service de la bourgeoisie, du type Kuron, tenaient la vedette. Les luttes ouvrières en Pologne - comme dans les autres pays de l'Est - sont totalement passées sous silence. Les informations étant fragmentaires, il est d'autant plus important d'en parler.

Le 14 décembre les mineurs de charbon polonais se sont lancés dans la plus grande grève qu'ait connue le pays depuis le changement de régime en 1989. Sur les 70 mines de charbon en service en Pologne, 65 sont fermées pour cause de grève. Les mineurs luttent pour des augmentations de salaire, mais aussi contre le plan de restructuration du secteur qui prévoit la disparition de 180.000 emplois en dix ans. Les cheminots de la région se sont lancés dans une grève de solidarité. Walesa lance un appel aux mineurs pour reprendre le travail en raison du danger que ferait courir la grève à la Pologne toute entière, tandis que ses ministres agitent la menace d'importer du charbon étranger pour casser la grève. En geste de bonne volonté, le comité régional de grève, affilié à Solidarnosc, décide de faire redémarrer quelques puits pour alimenter des

cokeries menacées d'extinction (pourtant le gouvernement avait annoncé que le pays avait plus d'un mois de stock de charbon d'avance).

Finalement le Comité de grève annoncera le 4 janvier qu'il était parvenu à un accord avec le gouvernement. Le travail reprenait immédiatement dans 27 puits, sans attendre la consultation de l'ensemble des grévistes, manière de forcer la main à ceux qui voudraient poursuivre la lutte. Le gouvernement se dit satisfait de l'accord: aucune concession salariale n'a été accordée et «le rythme des réformes» ne sera pas ralenti. Il semble en effet que le plan de restructuration ne soit pas remis en question, le gouvernement ayant seulement promis de mettre en place des programmes sociaux; son autre concession porterait sur la liberté des producteurs de charbon d'en fixer le prix et leur liberté de l'exporter à volonté: confirmation que Solidarnosc s'intéresse plus aux intérêts de l'entreprise qu'à ceux des prolétaires.

Quel que soit le résultat immédiat de cette grève magnifique bradée à la table des négociations, il pourra être le point de départ de succès futurs si les travailleurs en tirent la leçon que leur intérêt de classe est radicalement contraire aux intérêts de l'entreprise et de la nation. Et, de toutes façons, venant après les grèves de cet été, ce mouvement montre que la lutte ouvrière n'est pas morte en Pologne.